


LUTTE DE CLASSE

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

Élections régionales et grandes manœuvres politiques

- 
- **Le FN et la bourgeoisie**
 - **La crise sans fin des migrants**
 - **Daech, fruit monstrueux des interventions impérialistes**
 - **Le Parti travailliste britannique change de leader, pas de politique**
 - **Haïti : les classes populaires face aux bandes armées**
 - **Annexes : documents électoraux et résultats de Lutte ouvrière**

Au sommaire de ce numéro

Élections régionales et grandes manœuvres politiques	1
Quelle place pour le Front national au service de la bourgeoisie ?	8
La crise sans fin des réfugiés	12
Daech, fruit monstrueux des interventions impérialistes	19
Le Parti travailliste britannique : un changement de leader, mais pas de politique	25
Haïti : les classes populaires face aux bandes armées des criminels et à celles du pouvoir	33
Annexes : documents sur les élections régionales	38
Les résultats de Lutte ouvrière et de Combat ouvrier	38
La circulaire envoyée aux électeurs	41
L'affiche apposée sur les panneaux électoraux	43

Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
 - Outre-mer, par avion 17 €
 - Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
 - Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €
- Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :
Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 - 75865
Paris Cedex 18

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers



Élections régionales et grandes manœuvres politiques

Un épisode secondaire du ronronnement du parlementarisme bourgeois aura servi de catalyseur pour accélérer l'évolution du jeu politique en France.

En l'espace de cinq ans, le nombre de voix pour le Front national au premier tour des élections régionales est passé de 2 223 808 en 2010 à 6 004 482 en 2015. Et pour la première fois, à part dans la région Île-de-France, le Front national a même progressé en voix au deuxième tour.

Le système électoral de la démocratie parlementaire bourgeoise en France est ainsi fait que cette augmentation du nombre d'électeurs ne se reflète que très peu dans les différentes institutions. Mais cela ne change rien au fait que, d'élection en election, des centaines de milliers de personnes en chair et en os font le geste de se prononcer pour un parti d'extrême droite. Les unes le font parce qu'elles retrouvent dans le discours réactionnaire, xénophobe, sécuritaire et raciste du FN une expression amplifiée de leurs propres préjugés ; les autres parce qu'elles ne sont pas choquées par tout cela au point de rejeter ce parti. La progression du Front national est une des expressions électorales de l'évolution réactionnaire de la société. La droitisation du langage de tous les partis de la bourgeoisie, de la droite traditionnelle à la gauche gouvernementale, en est une autre.

Bien au-delà des élections, cette évolution réactionnaire se manifeste dans des domaines aussi divers et multiformes

que la progression des idées religieuses, l'augmentation du nombre de femmes voilées ou de signes extérieurs d'appartenance religieuse et/ou communautaire.

La question de savoir si le vote FN est seulement protestation ou traduit une adhésion devient oiseuse. Au-delà de ses résultats électoraux et au-delà de la question de savoir si le FN obtient les sièges qu'il convoite, des conseils municipaux à la présidence de la République en passant par les conseils départementaux et régionaux et le Parlement, le FN est devenu une des principales forces politiques de ce pays.

D'expression de l'évolution réactionnaire des choses, le FN en est devenu un facteur aggravant.

LA PROGRESSION DU FN, SES CAUSES ET SES EFFETS

La base sociale de l'électorat du FN a toujours été et reste la petite bourgeoisie, celle des petits patrons, des cadres, des artisans, des commerçants, la vaste petite bourgeoisie possédante.

Une part sans doute majoritaire de la progression électorale du FN dans ces élections régionales vient encore de ce milieu social. Elle consiste en un déplacement de voix des partis traditionnels de la droite vers le FN.

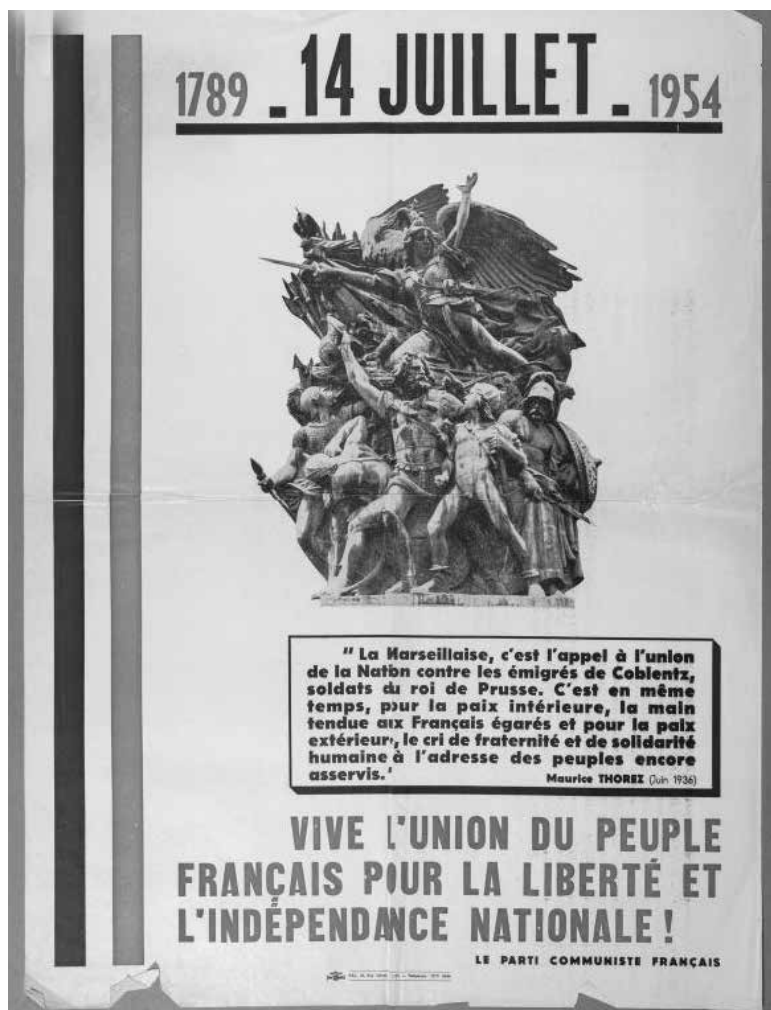
Dans six régions du pays, le FN, arrivé en tête, a dépassé au premier tour la droite traditionnelle. Il a réussi à capter à son profit une partie de leur électorat.

Le plus lourd de conséquences dans la progression du FN est cependant celle des votes en sa faveur dans l'électorat populaire qui votait auparavant pour le PS ou le PC.

Nous ne reviendrons ici que très rapidement sur les causes de cette évolution. Elle ne date pas d'aujourd'hui. Les passages au pouvoir gouvernemental des grands partis réformistes ont jaloné et accéléré cette évolution.

De la période Mitterrand à celle de la présidence Hollande en passant par le gouvernement Jospin, chaque fois que le PS a gouverné, flanqué ou non du PC, il a déçu, démoralisé l'électorat ouvrier par ses promesses non tenues et par sa politique ouvertement en faveur du grand patronat.

Ce sont précisément les militants ouvriers, dans les entreprises comme dans les quartiers populaires, militants du PC, syndicalistes ou associatifs, qui ont été les plus désarçonnés. Ce sont eux qui avaient à convaincre et à mobiliser l'électorat ouvrier et qui, une fois la gauche portée au pouvoir, devaient lui expliquer et s'expliquer à eux-mêmes les trahisons des gouvernements qu'ils avaient tant contribué à porter au pouvoir. Chaque



36 archives de part.



37 archives de part.

Affiches du PCF
Ci-contre : 1954
Ci-dessus : 1962

passage de la gauche au gouvernement s'est traduit par des abandons de l'activité militante, par le recul en particulier du PCF qui comptait, et de loin, le plus de militants dans la classe ouvrière.

Mais l'ascension du FN est aussi l'aboutissement d'une évolution à long, voire à très long terme. En un certain sens, c'est le dernier cadeau empoisonné laissé par le stalinisme.

Lorsque le FN a décidé d'élargir son influence électorale en direction des couches les plus désespérées du prolétariat, il n'a eu qu'à reprendre un langage, une phraséologie, des références qui avaient été introduites dans le mouvement ouvrier par le PC.

C'est le PC stalinien, alors qu'il avait une influence majeure dans la classe ouvrière, qui, tout en pourchassant par la violence

tous ceux qui le critiquaient sur sa gauche, a non seulement introduit dans le mouvement ouvrier communiste un grand nombre d'idées de la bourgeoisie, mais les a présentées comme des idées de gauche qui correspondaient aux intérêts des travailleurs. La solidarité nationale à la place de la solidarité de classe, le nationalisme à la place de l'internationalisme, le drapeau tricolore à la place du drapeau rouge et, d'une façon plus générale, le « peuple de gauche » à la place du camp des travailleurs. Sans même parler du « produire français » ou des gestes démagogiques anti-immigrés du temps de feu Marchais.

Le PC stalinien a vidé la tradition communiste du mouvement ouvrier de tout contenu révolutionnaire pour la remplacer par une bouillie réformiste vantant les charmes des élections comme le moyen d'arriver au

pouvoir gouvernemental dans le cadre du système électoral de la démocratie bourgeoise et sans toucher à l'organisation capitaliste de la société, c'est-à-dire au pouvoir de la bourgeoisie.

Le FN n'a pas seulement profité des déceptions dues au gouvernement de gauche et à la démoralisation du milieu militant ouvrier. Il a trouvé dans les préjugés distillés dans le mouvement ouvrier par le parti stalinien le langage dont il n'a eu qu'à s'emparer pour se faire passer pour un ami des ouvriers, des déshérités, un substitut à la gauche déconsidérée.

LE TRIPARTISME, NOUVEL AVATAR D'UN PARLEMENTARISME BOURGEOIS MIS À MAL

Les élections régionales ont confirmé l'avènement d'un tripartisme. Aux deux blocs politiques postulant à gouverner pour le compte de la bourgeoisie, la coalition des droites et la gauche menée par le PS, s'est ajouté le FN. Ce tripartisme plus ou moins officialisé offre au parlementarisme déclinant de la

bourgeoisie le dernier en date de ses avatars.

Le FN, tant qu'il reste un grand parti d'extrême droite jouant le jeu parlementaire, apparaît aujourd'hui, paradoxalement, comme le sauveur du parlementarisme bourgeois.

L'essence du fonctionnement de celui-ci réside dans la possibilité d'une alternance. Les élections servent de soupape de sécurité pour permettre au mécontentement contre les partis au pouvoir de s'exprimer, en donnant aux électeurs l'illusion qu'ils peuvent changer de politique en votant pour ceux qui n'y sont pas.

Ainsi fonctionne depuis plus de cinquante ans la forme actuelle du parlementarisme ici, en France, tel qu'il a été mis en place par de Gaulle: droite-gauche, gauche-droite, la gauche cherchant ses voix plutôt du côté des salariés et la droite du côté de la petite bourgeoisie possédante.

Au temps où l'économie capitaliste tournait à peu près rond, la bourgeoisie avait les moyens de permettre à la gauche quelques gestes en direction des salariés, en réalité principalement en direction des bureaucraties syndicales. Ce temps est révolu depuis bien longtemps, depuis que la crise de l'économie capitaliste exacerbe la concurrence entre les groupes capitalistes.

Le marasme économique mine les bases de la démocratie parlementaire. Non seulement la bourgeoisie n'est plus disposée à concéder quoi que ce soit, mais elle reprend ce qu'elle a concédé dans le passé.

La fonction de la gauche réformatrice est de nourrir d'illusions les salariés, base sociale de son électorat. Mais la bourgeoisie non seulement ne lui donne aucun moyen pour faire ne serait-ce que quelques gestes en direction des travailleurs, mais l'oblige à mener une politique antiouvrière violente.

L'alternance ne peut fonctionner que si les électeurs y croient un minimum. La crise de confiance dans les partis de l'alternance se transforme en une crise de confiance dans l'ensemble du système.

Cette crise de confiance se manifeste surtout par le niveau élevé des abstentions. La forme la plus élémentaire du rejet des grands partis réformistes par l'électorat ouvrier est de se détourner de ces partis en se détournant de la politique.

En Grèce, la déconsidération des partis traditionnels de la bourgeoisie a profité à Syriza qui s'est posé en parti plus à gauche que le Pasok, le Parti socialiste de ce pays.

On a vu ce qu'il est advenu de l'expérience Syriza. Tsipras a fini par devenir l'exécutif auprès de son peuple des exigences de la finance internationale. Les illusions qu'il a été capable de susciter ont permis cependant de sauver pour un temps le système parlementaire grec.

Ici, en France, ceux qui prétendaient au rôle de Syriza, de Mélenchon au PC, n'ont pas réussi à capitaliser à leur profit la crise de confiance envers les grands partis réformistes. Il y a à cela de multiples raisons. Une raison est probablement que Mélenchon, ce politicien élevé dans le sérail socialiste, ancien ministre, n'a pas réussi malgré ses palinodies à se donner la même image de rupture que Tsipras, tout en restant cependant sur la scène politique.

Une raison plus importante encore est que le PCF, principale composante du Front de gauche, celle qui lui fournit ses forces militantes, a trop souvent participé à des gouvernements socialistes pour faire oublier sa responsabilité dans la politique de ces derniers. Le fait que Hollande ne l'ait pas associé au pouvoir, ce qui permet au PCF de se démarquer, un peu, de la politique du gouvernement, ne

suffit pas pour faire oublier le passé.

Avant de devenir la cinquième roue du carrosse d'un gouvernement du PS, le PC a littéralement sauvé celui-ci en utilisant sa force militante pour imposer en son temps Mitterrand, un homme politique de droite devenu dirigeant du PS par un véritable coup d'État interne, comme l'homme providentiel de la gauche. Ce sont le PCF et ses militants qui avaient le crédit politique nécessaire parmi les travailleurs pour faire passer l'accession à la présidence de Mitterrand comme l'objectif ultime proposé à l'électorat ouvrier.

On connaît la suite. Le PS avait commencé par étouffer le PC. Puis, en lui accordant quelques strapontins ministériels, il l'a subordonné à sa politique. Aujourd'hui, il l'entraîne dans sa déchéance.

Il n'y a, pour l'heure, sur la gauche de l'échiquier politique de la bourgeoisie, aucun parti qui soit susceptible de relayer le PS et d'offrir une seconde vie au système de l'alternance gauche-droite.

Dans le contexte de l'évolution réactionnaire de la société, le FN a su transformer en capital politique le fait que les partis traditionnels ne l'ont pas intégré dans leur système d'alternance, en tout cas pas au niveau du pouvoir central. Présent de longue date sur la scène politique, ayant une base électorale propre dans la petite bourgeoisie réactionnaire, le FN a su, en captant une fraction de l'électorat populaire, devenir la dernière bouée de sauvetage du parlementarisme en France.

Cette bouée de sauvetage ne tardera pas à se dégonfler si, d'aventure, le Front national parvient au pouvoir ou y est associé. Pas plus que les partis traditionnels, il ne voudra ni ne pourra apporter de solutions à la crise de l'économie capitaliste

et à ses conséquences pour les classes populaires.

En attendant, la simple progression du parti d'extrême droite vers le pouvoir pousse toujours plus loin les idées et les préjugés les plus opposés aux valeurs du mouvement ouvrier.

L'ABDICATION DE LA GAUCHE DEVANT LA DROITE, ET LE PROFIT QU'EN TIRE LE FN

Le tripartisme reproduit d'une façon originale le bipartisme d'avant. C'est désormais le FN qui incarne l'espoir d'une alternance, avec toutes les illusions qui s'y attachent, contre le bloc qui unit de façon de plus en plus visible la droite traditionnelle et le PS.

L'émergence de ce bloc se fait sur la base de l'abdication de la gauche devant la droite, sur la base des idées de cette dernière qui fait la course derrière l'extrême droite.

Avec l'élargissement de son électorat, le FN, même s'il reste pour le moment écarté du pouvoir central, offre une multitude de postes et de positions aux aspirants politiciens qui le rejoignent. Alors que, dans les partis traditionnels, les vieux caciques occupent les positions les plus en vue, le FN offre des perspectives de carrière et d'ascension sociale à des jeunes aux dents longues. Cela donne au Front national, accessoirement, un argument de plus pour se présenter comme le parti du renouveau alors que son noyau central est une vieille clique réactionnaire.

Le retrait du PS dans trois régions à l'issue du premier tour préfigure en quelque sorte la réaction des partis traditionnels face à la menace que représente le FN : une menace non pour la bourgeoisie, ni même pour le système politique, mais pour leurs postes et positions. La signification de ce retrait dans ces

trois régions où le FN est arrivé en tête au premier tour a encore été accentuée par les déclarations de Valls, qui a appelé avec insistance à voter explicitement pour Bertrand en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, pour Estrosi en PACA, et pour Richert en Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne malgré le maintien de la liste PS du premier tour.

Le sacrifice que représente pour le PS cette abdication en rase campagne devant ses concurrents de la droite se mesure au fait que ce parti, devenu au fil du temps un club électoral comme ses concurrents de droite, est structuré autour de ses notables (sans même parler des ressources financières que cela représente pour lui).

Mais faire obstacle au FN continuera, même après les élections régionales, à servir de prétexte à l'alliance avec la droite, c'est-à-dire à l'alignement derrière celle-ci. L'appel solennel de Valls, au lendemain des élections, à travailler sans distinction avec tous les présidents de région, va dans le même sens. Et certaines déclarations de Bertrand et Estrosi, jurant que les régionales leur ont appris à faire de la politique autrement, montrent qu'ils ne sont pas insensibles aux yeux doux que leur font certains caciques du PS (Valls mais aussi Moscovici).

Et les discours de plus en plus fréquents, citant en exemple l'Allemagne et ses gouvernements de coalition droite-gauche, ne sortent pas du néant. Qu'ils sont donc intelligents, les différents personnels politiques allemands, pour participer à un même gouvernement sous la houlette de la femme de droite Angela Merkel !

Il est inutile de spéculer aujourd'hui pour savoir quelle forme pourrait prendre ce nouveau front républicain qui ne dit pas son nom, ni même s'il peut prendre une forme structurée et se traduire, par exemple, par un gouvernement d'union

nationale réunissant la droite et le PS. La seule chose qui est sûre, c'est que cela ne peut signifier que la quasi-disparition de la gauche derrière la droite.

DU PS AU FN : À DROITE TOUTE !

L'avenir dira combien de temps pourrait fonctionner cette nouvelle configuration politique, et même si elle pourrait se mettre en place. L'éviction de la direction du parti Les Républicains de Nathalie Kosciusko-Morizet par Sarkozy, partisan de la ligne « ni ni », c'est-à-dire le refus de collaborer aussi bien avec le PS qu'avec le FN, montre que les hommes politiques de droite sont loin de s'être fait une opinion commune à ce sujet. Et le comble est qu'aujourd'hui Estrosi, homme de droite s'il en est, semble presque être un homme ouvert à gauche, à côté de Sarkozy !

Dans les grandes manœuvres que ce type de préoccupation suscite, il y a des postes, des positions et des plans de carrière en cause.

Bien au-delà des manœuvres de clans ou des confrontations d'ambitions personnelles, ce qui sera décisif cependant pour l'évolution des choses, c'est la gravité de la crise économique et les réactions qu'elle est susceptible de déclencher dans la classe ouvrière.

Si des mouvements sociaux et plus particulièrement une mobilisation massive de la classe ouvrière ne nécessitent pas, du point de vue des intérêts de la grande bourgeoisie, la liquidation du système parlementaire pour recourir à un régime plus autoritaire, la grande bourgeoisie préfère faire gérer ses intérêts politiques dans le cadre de ce système. En outre, cela lui permet, au niveau du pouvoir central, de se passer pour le moment du FN avec sa lubie de se retirer de la zone euro,

voire de l'Union européenne. Cet aspect de la démagogie plaît peut-être à nombre de petits patrons – et encore... –, mais certainement pas aux actionnaires des multinationales.

Au fur et à mesure que le FN aura l'impression qu'il se rapproche du pouvoir central, il saura, certes, se ranger même sur ce terrain aux desiderata de la grande bourgeoisie, de ces grands groupes industriels et financiers qui ont été à l'origine de cette caricature d'unification de l'Europe qu'est l'Union européenne et dont les intérêts transnationaux exigent que cela ne soit pas abandonné.

Nul ne peut prévoir pour le moment combien de temps le tripartisme – en réalité, une nouvelle variante de bipartisme tant que la droite s'oppose à intégrer le FN dans ses combinaisons gouvernementales – pourra fonctionner. Mais son fonctionnement ne laissera d'autre choix à l'électorat populaire qu'entre la droite, flanquée ou pas d'une gauche droitisée, et l'extrême droite.

Devant les grandes manœuvres engagées aussi bien à droite qu'à gauche, on ne peut même pas écarter l'hypothèse que le nouveau bipartisme prenne une forme concrète. C'est manifestement, à gauche, l'orientation politique d'un Valls, qui trouve du répondant à droite du côté de Raffarin et aussi de Bertrand, qui vient d'accueillir chaleureusement Hollande qui, de son côté, a choisi de lui réserver la première de ses visites aux présidents de région nouvellement élus.

En somme, il s'agit du rêve d'un grand parti comparable au Parti démocrate aux États-Unis. Ce serait une façon de liquider définitivement tout lien même lointain et formel d'un des partis de l'alternance avec le mouvement ouvrier.

Symétriquement, le FN ne demande qu'à jouer le rôle d'un parti républicain, si la



Chaleureuses effusions entre Huchon et Péresse, lors de la passation de pouvoir à la présidence du conseil régional d'Île-de-France.

bourgeoisie lui donne la possibilité d'accéder au pouvoir gouvernemental.

L'opposition entre le FN et les partis de la bourgeoisie, qui ont en commun de vouloir lui barrer la route, recèle en même temps une profonde complicité. Le même type de complicité, au fond, qui unissait et unit encore la droite traditionnelle et la gauche.

Cette nouvelle forme d'alternance, si elle se réalisait, représenterait un pas de plus vers la droitisation de la vie politique.

LE FN, ENNEMI LE PLUS MENAÇANT POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Malgré la ligne de dédiablement de Marine Le Pen pour se renforcer dans l'électorat déçu du PS et du PC, et malgré le fait que les têtes d'affiche les plus réactionnaires du FN aient été reléguées au second plan, tout ce que l'extrême droite compte de militants hostiles à la classe ouvrière et prêts à la briser et à en pourchasser les militants se retrouve dans le FN ou autour de lui. Ces gens-là préservent la voie fasciste pour la bourgeoisie, en cas de besoin. Les succès même électoraux du FN ne peuvent que leur donner des ailes ou, du moins, la ténacité d'attendre leur heure. Cette heure ne dépend pas de leur

seule ambition mais de l'intensité de la crise et des réactions de la classe ouvrière.

Le soulagement des grands partis réformistes d'avoir évité l'arrivée du FN à la tête d'une ou plusieurs régions ne change rien à l'influence croissante du parti d'extrême droite sur la société.

Sans même qu'il utilise la violence, le FN est déjà l'ennemi le plus menaçant pour les intérêts de la classe ouvrière. La croissance du poids social donnera plus de force aux préjugés les plus crasses qu'il véhicule, de la haine de l'étranger à la misogynie en passant par le racisme et par la propagation des idées sécuritaires les plus stupides.

Toute cette pression réactionnaire sera amplifiée par les partis traditionnels. Par la droite bien sûr qui restera, clairement ou pas, encline à vouloir disputer son électorat au FN en essayant de le concurrencer sur son propre terrain. Mais le PS suivra le mouvement, voire le précédera, comme il l'a fait avec la proclamation de l'état d'urgence.

Même dans l'hypothèse où le FN ou une fraction de celui-ci ne donne pas dans la violence contre les travailleurs immigrés, sa pression sur la société et les inquiétudes qu'elle suscitera inévitablement dans le milieu immigré, y compris celles



Tweet de Valls : Valls, Raffarin, même combat !

et ceux de la deuxième ou troisième génération, amènera des réflexes de repliement. L'influence croissante du FN renforcera le communautarisme. Les deux se conjugueront pour morceler encore plus la classe ouvrière et pour disloquer sa conscience de classe.

Voilà pourquoi il est vital, même sur ce terrain, de mener une propagande et une agitation, non pas sur le terrain de la morale ou des bons sentiments, encore moins sur celui de la vaste fumisterie des « valeurs républicaines », mais sur celui de la conscience de faire partie de la même classe ouvrière, aux intérêts fondamentalement identiques, par-delà les origines et la nationalité.

SEULE ISSUE À LA CRISE DU CAPITALISME, LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

Le PC constate, dans un éditorial de *L'Humanité* (16 décembre 2015) que « *le Premier ministre semble s'engager personnellement dans une course folle [...] qui ressemble fort à une tentative historique de liquidation de la gauche* ». « *On est face à une tentative d'en finir avec la gauche tout entière* », constate, dans les colonnes du même journal, un des dirigeants du PC, pour ajouter : « *Nous, on veut se mettre à son service.* » Pitoyable lamentation relayée par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF : « *Poursuivre dans cette voie serait aller vers de nouveaux désastres* », et de proposer pour la énième fois au PS de changer de politique !

Mais le PS, installé au gouvernement, ne pourra ni ne voudra changer de politique. La bourgeoisie ne le lui permet pas.

Le Front de gauche, réuni au lendemain du deuxième tour, n'a pas de perspectives. Il en est réduit au souhait qu'« *un nouveau front populaire et citoyen doit émerger* ».

L'intérêt politique de la classe ouvrière n'est certainement pas qu'à la place de la gauche traditionnelle, qui se décompose dans la honte, renaissent des copies plus ou moins conformes de toutes les tentatives qui, du Front populaire à l'Union de la gauche, n'ont été utiles qu'à la bourgeoisie pour tromper la classe ouvrière et pour l'assujettir à sa domination.

La crise de l'économie et ses conséquences délétères sur l'ensemble de la société sont l'illustration de la faillite du capitalisme. Il dépend de la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire que le capitalisme n'entraîne pas toute la société dans le naufrage. La classe ouvrière réagira tôt ou tard. La crise du capitalisme ne lui laissera d'autre choix qu'entre la paupérisation croissante ou la révolte.

Mais cela pose le problème de la direction révolutionnaire, c'est-à-dire de l'existence d'un parti communiste révolutionnaire. Elle ne s'improvise pas. Elle ne peut se reconstituer qu'en renouant avec les expériences du passé. Elle ne peut se reconstituer qu'en s'appropriant les leçons des révolutions prolétariennes qui ont, en leur temps, ébranlé l'ordre capitaliste, de la Commune de Paris en 1871 à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière russe en

octobre 1917. En s'appropriant aussi les leçons de tant d'autres événements révolutionnaires, y compris après la dégénérescence de la révolution russe, notamment en Espagne en 1936.

FACE À LA CONFUSION ET À LA PERTE DES REPÈRES, AFFIRMER L'ESSENTIEL : SON CAMP, CELUI DES TRAVAILLEURS, ET UNE POLITIQUE DE CLASSE

La relative stabilisation du système capitaliste en France, pays impérialiste, stabilisation basée sur le pillage de ses anciennes colonies et qui a rendu possible aussi une relative stabilisation du système parlementaire bourgeois, a donné du crédit à l'électoratisme et aux partis qui, au sein du mouvement ouvrier, prônaient le changement par la voie électorale. Cela était, même à cette époque, une illusion. Mais, aujourd'hui, cette illusion se dissipe dans la réalité du capitalisme en crise.

C'est en se situant dans cette perspective que Lutte ouvrière a présenté dans ces élections régionales des listes « Faire entendre le camp des travailleurs », dans 12 des 13 régions de métropole, ainsi qu'à La Réunion. C'est dans cette perspective aussi que se sont situées les listes présentées par nos camarades de Combat ouvrier en Guadeloupe et en Martinique.

Nous n'avons pas cherché des alliances avec d'autres organisations, même quand elles étaient critiques envers le gouvernement PS et sa politique. Évidemment pas avec des partis ou formations dont certains, tout en étant critiques aujourd'hui – écologistes mais aussi PC et mélenchonistes –, ont été associés au PS et ont leur part de responsabilité. Ils sont nos adversaires politiques, même si, bien sûr, il est indispensable de s'adresser aux militants ouvriers du PC.

Nous n'avons pas cherché non plus à nous associer à d'autres, plus proches de nos positions politiques mais qui n'en partagent pas l'essentiel : se présenter clairement au nom d'une politique de classe.

En cette période de confusion et de perte de repères, dans le mouvement ouvrier, la clarté est essentielle. Notre campagne a été menée en opposition à tous les partis de la bourgeoisie, de l'extrême droite au PS. Nous avons défendu un programme qui donne des perspectives de classe aux travailleurs par rapport aux principaux maux dont ils souffrent en cette période de crise de l'économie capitaliste : le chômage, les salaires et les retraites. Toutes les exigences mises en avant vont dans le sens de faire passer l'idée qu'on ne peut les imposer qu'en mettant en cause le système capitaliste lui-même et en se donnant les moyens de le faire.

Nous avons clairement mis en avant l'idée que les travailleurs ont besoin d'un parti qui représente leurs intérêts politiques à court et à long terme.

L'URGENTE NÉCESSITÉ D'UN PARTI OUVRIER COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE



C'est en défendant ces idées que nos listes ont recueilli un total de 320 054 voix (1,5%) au premier tour, en progrès par rapport aux élections régionales de 2010 (206 229 voix, soit 1,09%).¹

C'est évidemment peu par rapport aux nécessités, mais c'est réconfortant parce que cela

¹ Le lecteur trouvera en annexe le détail de nos résultats

confirme ce que nous avons ressenti pendant la campagne électorale, que ces idées trouvent un écho favorable parmi les nôtres, parmi ceux qui supportent tout le poids du capitalisme en crise : travailleurs salariés, chômeurs, retraités.

Bien sûr, la portée de notre campagne a été limitée par nos forces et par notre présence insuffisante dans les entreprises, dans les quartiers populaires et à l'échelle du pays. Et même si, campagne électorale oblige, nous avons eu un accès aux grands médias plus important que d'ordinaire, cet accès s'est réduit à quelques minutes à la télévision et à quelques lignes dans la presse écrite.

Nous n'avons pas à nous en étonner et encore moins à nous en plaindre. Il n'y a aucune raison pour que la bourgeoisie favorise l'expression d'un courant politique qui conteste radicalement sa domination sur la société.

C'est bien pourquoi le courant révolutionnaire ne peut se maintenir et ne pourra se développer qu'en se donnant des moyens d'expression indépendants (presse politique, feuilles volantes d'entreprise...).

Et lorsque la classe ouvrière relèvera la tête, elle saura se donner une infinité de moyens pour propager des idées et une politique favorables à ses intérêts. Trotsky, dans son ouvrage consacré à la révolution de 1905, donnait une formidable description de la propagation de la grève générale insurrectionnelle, d'heure en heure, de minute en minute, sans avoir besoin de quelque média de la bourgeoisie que ce soit.

Nous ne sommes pas dans une période de montée ouvrière. Les idées communistes révolution-

naires ne se propagent que par les efforts des militants et par l'audience individuelle de ceux qui partagent ces idées. C'est à cette aune que les 320 054 électeurs sont précieux. Car ce sont autant de femmes, d'hommes, qui ont saisi l'occasion des élections pour manifester leur adhésion aux idées défendues par nos listes.

Les élections, et leurs résultats, sont des faits politiques mineurs, dans le sens qu'elles n'ont pas le pouvoir de bouleverser la société. Mais elles ont celui de contribuer à la propagation des idées et de vérifier l'écho que ces idées rencontrent. Leur fréquence dans un pays comme la France permet aussi de mesurer la ténacité de ceux qui défendent ces idées et de confirmer que le courant existe et que le drapeau est toujours levé. Cela compte pour l'avenir.

Nul ne peut prédire si la direction révolutionnaire qui sera nécessaire au prolétariat lorsqu'il retrouvera confiance en ses forces viendra des toutes nouvelles générations ou, au moins en partie, de la prise de conscience d'un certain nombre de militants, issus du PC ou pas, militants ouvriers qui n'ont pas perdu confiance, qui continuent à agir au sein de leur classe.

La déstabilisation à la fois sociale et politique de notre époque les amènera-t-elle à se poser des questions et à chercher des réponses ?

Nous n'en savons rien. Mais nous n'aurons la réponse qu'en agissant sur des idées claires et avec ténacité. Il n'y a pas d'autre voie de salut que de revenir aux perspectives et aux références du mouvement ouvrier révolutionnaire. En tout cas, c'est la nôtre !

17 décembre 2015



Quelle place pour le Front national au service de la bourgeoisie ?

La progression électorale accélérée du FN a fait disparaître la traditionnelle alternance électorale entre deux partis bourgeois, au profit du tripartisme. Mais à peine né, le tripartisme se transforme en une opposition FN face à une coalition droite-gauche. Le cordon sanitaire instauré depuis longtemps par les dirigeants politiques de la droite à l'égard du FN, et renouvelé y compris par Sarkozy sous la formulation « ni FN ni PS », se poursuit en dépit de la progression spectaculaire du FN.

PAÏS DE FRONTIÈRE IDÉOLOGIQUE ENTRE LA DROITE ET LE FRONT NATIONAL

Il n'existe pas de différences fondamentales entre les cadres du FN et ceux de Les Républicains, pas plus qu'il n'y en a au niveau de leurs idées. Sarkozy avait siphonné les voix du FN pour se faire élire en 2007 en reprenant son langage et une partie de son programme. Christian Estrosi, présenté en PACA comme un rempart au FN, voyait encore récemment des « cinquièmes colonnes islamistes » dans les banlieues, tandis que Nadine Morano, écartée in extremis après ses déclarations sur « *la France pays de race blanche* », est toujours dirigeante du parti Les Républicains (LR) en Meurthe-et-Moselle. Laurent Wauquiez a repris ces dernières semaines les outrances du FN sur la sécurité et ses ignominies sur les « assistés » pour se faire élire à la tête de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Les deux partis, le FN et LR, ont courtisé pendant les élections ré-

gionales les milieux catholiques et anti-avortement de la Manif pour tous. À l'échelle des petits notables locaux, la porosité est encore plus grande. Le FN a déjà accueilli dans ses rangs plusieurs transfuges de la droite et, au fur et à mesure que ses scores électoraux se transformeront en sièges, offrant des tremplins possibles pour des carrières, il attirera des ambitieux pas gênés par les odeurs nauséabondes du programme de la famille Le Pen.

Dans plusieurs pays d'Europe, la droite et l'extrême droite ont cohabité au sein d'un même gouvernement. Aux États-Unis, l'aile droite des républicains, incarnée actuellement par Donald Trump, ferait presque passer Marine Le Pen pour une gauchiste. Sarah Palin, ex-candidate républicaine à la vice-présidence américaine, ex-gouverneure de l'Alaska, ex-égérie du Tea Party, vient d'affirmer son admiration pour Marion Maréchal-Le Pen, qu'elle compare à Jeanne d'Arc ! Mais en France, pour des raisons historiques – l'opposition entre le gaullisme et le pétainisme,

puis entre les gaullistes et les partisans de l'Algérie française et de la défense de l'empire colonial – et pour des raisons politiques plus prosaïques, la droite traditionnelle a refusé jusqu'à présent de tendre la main au FN pour partager le pouvoir. Les quelques tentatives dans le passé, par exemple lors de l'élection des présidents de région en 1998, ont fait long feu.

Cela ne signifie pas que de tels rapprochements n'auront pas lieu dans un avenir plus ou moins proche. La progression électorale du FN ne sera enrayée ni par les « fronts républicains », ni par le suicide politique du PS. Or, tant que la vie politique restera sur le terrain électoral et parlementaire, cette progression mettra tôt ou tard à l'ordre du jour la question de la participation du FN à la gestion des institutions politiques et la question du partage des places autour de la mangeoire. Le FN étant fondamentalement un parti bourgeois, profondément respectueux de l'ordre social en général et des intérêts patro-

naux en particulier, les autres partis finiront par lui faire une place.

Mais cette réorganisation du paysage politique n'est pas sans poser une série de problèmes à la bourgeoisie et à son personnel politique traditionnel.

Du côté du personnel politique, la gauche, dans une longue tradition depuis au moins Guy Mollet dans les années 1950, est prête à se suicider politiquement, à disparaître pour de longues années après avoir perdu tous ses électeurs, pour prendre coûte que coûte les mesures exigées par le patronat. En intensifiant la guerre de classe contre les travailleurs, Hollande et Valls ont consommé leur rupture avec l'aile populaire de leur électorat ; et en multipliant les postures sécuritaires et guerrières, avec ceux encore attachés à quelques va-

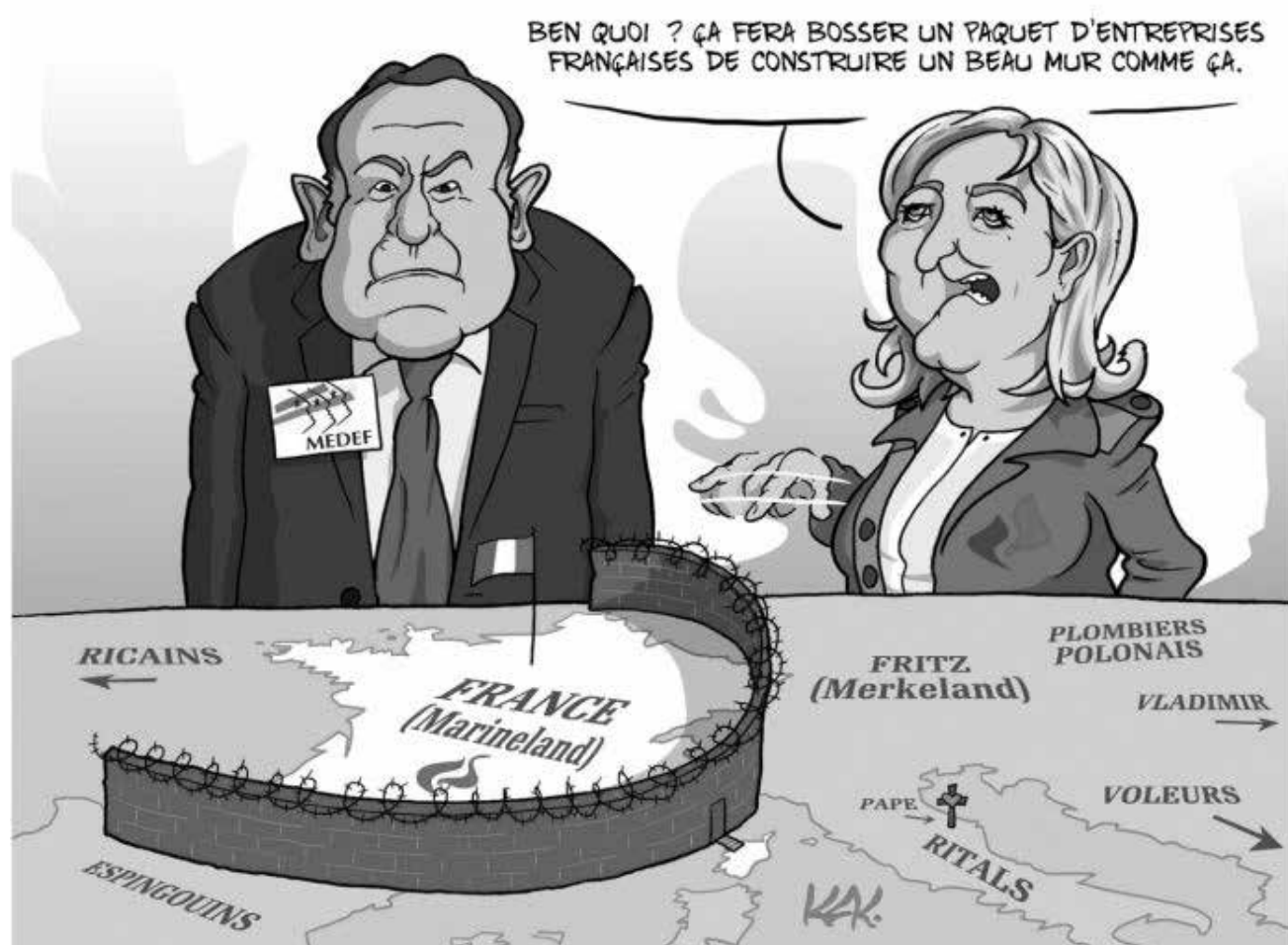
leurs progressistes. Ils en ont fait leur deuil et mettent encore plus le cap à droite, espérant récupérer l'électorat centriste ou de la droite modérée.

La droite, de son côté, a beau reprendre à son compte les slogans nauséabonds qui tiennent lieu d'idées au Front national, une fraction de plus en plus grande de ses électeurs préfère l'original à la copie. Une partie de l'électorat de droite classique, composé de petits patrons, d'artisans, d'agriculteurs ou de professions libérales, vote désormais pour le Front national. Il est significatif que la droite n'ait pas vraiment profité du rejet de Hollande au pouvoir. Les règlements de comptes et les empoignades sur la stratégie, déclenchés au sein de LR dès le lendemain des élections, entre ceux qui sont prêts à courir derrière le FN et ceux qui veulent

jouer la carte du « rassemblement républicain », illustrent ces hésitations.

LES RÉTICENCES DE LA GRANDE BOURGEOISIE

Du côté de la bourgeoisie elle-même, le programme économique affiché du FN, sa rhétorique antieuropéenne et son protectionnisme exacerbé ne sont pas à son goût. Un autre handicap du FN, c'est la faiblesse et le manque d'expérience de ses cadres. Maintenu à l'écart des exécutifs aux divers échelons du système représentatif, ses responsables ont eu peu d'occasions de se lier à la bourgeoisie, moyenne ou plus grande, de montrer patte blanche et de la rassurer. De ce point de vue,



KAK/LOPINION.FR

Le FN au pouvoir, la bourgeoisie se chargera de lui faire oublier toutes ses lubies économiques pour qu'il applique la politique qu'elle exige

avec 358 conseillers régionaux contre 118 sortants, qui s'ajoutent à 62 conseillers départementaux élus au printemps, à 15 maires et 24 députés européens élus en 2014, ainsi que deux députés et deux sénateurs, le FN va pouvoir gagner en respectabilité.

Bruno Bonduelle, héritier du groupe agroalimentaire éponyme et grand bourgeois du Nord, a mouillé sa chemise contre l'arrivée de Marine Le Pen à la tête de la région. Dans un billet intitulé « *No Pasaràn* » (sic), il a dénoncé le risque que la région soit mise en quarantaine par les capitalistes américains ou allemands en cas de victoire de Le Pen. Pierre Gattaz, patron du Medef, a fustigé « *l'irresponsabilité* » du programme du FN qu'il a comparé au programme commun de la gauche en 1981. « *Le retour de la retraite à 60 ans, l'augmentation des salaires de 200 euros, le retour au franc, l'augmentation des taxes à l'importation, [...] c'est exactement l'inverse de ce qu'il faut faire* », a-t-il déclaré. Gattaz est bien placé pour savoir qu'en 1981 Mitterrand et la gauche n'ont pas tardé à s'asseoir sur leur programme. Au pouvoir, Le Pen et le FN feront, eux aussi, ce que le patronat leur dira de faire. Mais il n'est pas si simple de faire volte-face du jour au lendemain, surtout dans une période de crise où la feuille de route donnée par le patronat aux gouvernements ne laisse pas beaucoup de marge. C'est pourquoi le grand patronat préférera aussi longtemps que possible éviter l'arrivée du FN au pouvoir. Et c'est pourquoi encore Bonduelle concluait son billet par un appel à la liste arrivée en 3^e position à se désister en faveur de la précédente. Il réclamait clairement une alliance droite-gauche face au FN.



Sarah Palin, ex-candidate des Républicains à la vice-présidence des États-Unis, figure de leur aile la plus réactionnaire, a publié une tribune de soutien à Marion Maréchal-Le Pen, qu'elle compare à Jeanne d'Arc.

L'OPÉRATION SÉDUCTION DU FN VIS-À-VIS DU PATRONAT

Depuis 2011 et le remplacement du père par la fille, pour élargir son électorat le FN avait adapté son discours pour draguer les ouvriers et les classes populaires. Sur son fonds de commerce traditionnel, la haine des étrangers, le racisme anti-immigrés ou anti-musulmans, Marine Le Pen avait développé quelques couplets sur les travailleurs pauvres, « français » bien sûr, qui travaillent dur et sont mal payés. Elle était allée jusqu'à promettre le retour de la retraite à 60 ans et le smic à 1500 euros. Bien entendu, elle a toujours pris soin de rester floue sur la mise en œuvre de ces mesures. Mais c'était trop pour la fraction de son électorat composé de petits patrons réactionnaires. Quant aux grands patrons, « *perception is reality* » (la sensation, c'est la réalité) comme l'a écrit Bonduelle et, même pour mentir aux électeurs, il y a des mots à ne pas employer !

La réponse du FN aux critiques patronales a été une opération de séduction en leur direction. À l'interpellation de Gattaz, un communiqué a répondu : « *Dans notre programme, il n'y a pas de retour à la retraite à 60 ans. Il n'y a pas de hausse de 200 euros mais une baisse des cotisations sociales des bas salaires compensée par une hausse de 3% des taxes à l'importation.* » Le communiqué se terminait par un appel au débat pour convaincre les patrons qu'ils n'avaient rien à craindre du FN au pouvoir. Le 5 novembre, le journal *Le Monde* écrivait : « *Soucieux de séduire les électeurs de droite, les dirigeants frontistes mettent les revendications sociales et la sortie de l'euro sous l'éteignoir.* » Dans diverses régions, les têtes de liste FN ont beaucoup mis en avant les chefs d'entreprise présents sur leur liste. Comme tous leurs concurrents, ils ont promis aux patrons de nouveaux chèques. Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, le candidat FN a déclaré, après un déjeuner en tête-à-tête avec le patron de Michelin : « *Je l'ai rassuré sur le fait que le FN était l'ami des entreprises.* »

UN PARTI PROFONDÉMENT ANTILOUVRIER

Après avoir réussi le tour de force de se constituer un électorat dans le milieu ouvrier, alors que son noyau historique était constitué des nostalgiques de l'Algérie française ou de Pétain, des catholiques traditionalistes ou des identitaires, que ses cadres sont féroce­ment anti-communistes, avec ces déclarations d'amour au patronat, le FN affiche son vrai visage. Celui d'un parti bourgeois, plus réactionnaire mais finalement semblable à bien des égards à ses deux rivaux, un parti parlementaire qui aspire à des postes au sein et à la tête de l'État bourgeois. C'est ce qu'a naïvement résumé une militante du FN à Hénin-Beaumont : « *Il faut arrêter de dire qu'on est un parti de crânes rasés, on a des chefs d'entreprise.* »

En même temps, les succès électoraux du FN renforcent tous ceux qui, dans son sein ou dans son ombre, se préparent à utiliser des méthodes plus musclées pour imposer leur politique, des méthodes fascistes. La récente tragi-comédie au sein de la famille Le Pen a rappelé que les deux tendances cohabitent dans ce parti.

Pour l'instant, la bourgeoisie ne tient pas à favoriser l'accès du FN au pouvoir. Mais c'est aussi la crise qui pousse cette même bourgeoisie à exiger de tous les gouvernements une politique toujours plus antiouvrière, la mise à sa disposition immédiate d'une part toujours plus grande de la richesse créée par les travailleurs. Ces attaques finiront par se heurter aux réactions collectives et à la résistance des travailleurs, des chômeurs, des retraités. La concurrence acharnée en période de crise, les mesures fiscales prises par

le gouvernement pour arroser la grande bourgeoisie, frappent aussi les agriculteurs, les petits patrons et plus généralement la petite bourgeoisie. Face à une explosion sociale du monde du travail ou face à une radicalisation de la petite bourgeoisie appauvrie sinon ruinée, à l'image des agriculteurs mobilisés cet été, les Bonduelle, les Gattaz, les Michelin et leurs semblables pourraient choisir de s'appuyer sur les groupes fascistes qui pourraient se renforcer dans son sillage.

La crise économique et ses répercussions politiques, et notamment électorales, ont mis un terme à l'alternance parlementaire classique en faisant du FN le premier parti du pays. Son aggravation pourrait conduire la bourgeoisie à employer des moyens extraparlimentaires et violents pour imposer de nouveaux reculs sociaux. L'état d'urgence, déclenché et mis en œuvre par le gouvernement PS, accroît déjà des moyens répressifs qu'il n'hésitera ni à prolonger ni à employer contre les travailleurs en lutte. La progression du FN renforce, moralement sinon sur le plan de l'organisation, des groupes ou des individus prêts à en découdre aujourd'hui avec les étrangers et demain avec les grévistes, les travailleurs en lutte, les militants syndicaux.

RENOUER AVEC LA LUTTE DE CLASSE

Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas de luttes collectives d'ampleur. Mais si l'extrême droite est renforcée, le mouvement ouvrier, lui, est considérablement affaibli, très en retard. De nombreux militants ouvriers autour de nous, militants syndi-

caux, sympathisants du PCF ou du Front de gauche, sont inquiets face à la montée électorale du FN, y compris autour d'eux, dans leur propre classe. Eh bien, s'ils veulent enrayer cette montée, ces militants doivent s'atteler à réimplanter les idées de la lutte de classe ; la conviction qu'il n'existe pas « d'intérêt national » et que la solution n'est pas de « produire français » ; l'idée que les travailleurs, parce qu'ils font tout fonctionner dans la société, parce qu'ils produisent tout, possèdent un pouvoir considérable et que leurs intérêts sont diamétralement opposés à ceux des possesseurs de capitaux. Ils doivent réimplanter la conviction que le prolétariat est la seule force sociale capable de mettre un terme à la dictature du grand capital, des banquiers, sur l'économie, qu'il n'y a pas de sauveur suprême et que ce renversement ne se fera pas par les urnes.

On part de loin, tant ces idées, élaborées et longtemps diffusées par les organisations ouvrières qui se réclamaient du socialisme et du communisme, ont été dévoyées puis abandonnées par les partis dits socialistes et communistes, ce qui a justement laissé le champ libre au FN pour entraîner une fraction des travailleurs dans son sillage. Une course de vitesse est incontestablement engagée avec l'extrême droite. Mais il n'y a pas d'autre voie. Et le petit épisode d'Air France, le 5 octobre dernier, où l'on a vu partout dans le pays des travailleurs, des militants ouvriers, ressentir solidarité et fierté quand, pour une fois, des hauts cadres ravalent leur arrogance et détaient chemises au vent devant la colère des salariés refusant d'être licenciés sans broncher, montre que les réactions collectives peuvent surgir à n'importe quel moment.

17 décembre 2015



La crise sans fin des réfugiés

Avec l'arrivée massive des migrants au cours de cette année 2015, la catastrophe sociale, économique et politique qui se déroulait jusqu'alors loin d'ici, au Moyen-Orient et en Afrique, a rattrapé brutalement l'Europe.

Le fait que des centaines de milliers de réfugiés, femmes, hommes et enfants, puissent risquer leur vie en traversant la Méditerranée sur des embarcations de fortune, en passant au travers des murs de barbelés et en affrontant la police antiémeute venue les arrêter, donne une mesure de leur désespoir. Leur recherche d'un refuge en Europe de l'ouest ou du nord n'est pas uniquement dictée par leur aspiration à une vie meilleure, mais par quelque chose de plus vital, leur tentative de survivre en échappant aux guerres, aux destructions et à la pauvreté qui ravagent leur pays d'origine.

Alors qu'ils ont une écrasante responsabilité dans la catastrophe que fuient ces réfugiés, aucun dirigeant européen, à l'exception relative d'Angela Merkel, n'a montré la volonté d'accueillir ces nouveaux « damnés de la terre », pour reprendre les mots de l'*Internationale*, créés par leur système impérialiste de domination mondiale.

Au contraire, ils ont commencé par se repasser le problème en tergiversant sur le nombre de réfugiés que chacun pourrait accepter. Face à la multiplication des drames humains médiatisés et surtout face à un afflux de réfugiés sans précédent, ils ont fini par se mettre d'accord en

septembre sur un système de quotas pour organiser la répartition de 120 000 réfugiés au sein de l'Union européenne (UE) sur deux ans. Ce nombre était déjà bien inférieur au nombre de migrants entrés en Europe cette année – entre 800 000 et 900 000 selon les chiffres du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) – et ne concernait que des migrants déjà enregistrés en Grèce ou en Italie. Mais l'encre de ces accords était à peine sèche que les dirigeants européens ont cherché des excuses pour s'asseoir sur leurs propres engagements. À la mi-novembre moins de 150 migrants avaient effectivement été « relocalisés » depuis la Grèce ou l'Italie vers d'autres pays européens.

Pire, les attaques terroristes de Paris leur ont fourni un formidable prétexte pour refermer leurs frontières devant les réfugiés. Exploitant sans vergogne la peur parmi la population, les dirigeants au pouvoir, et pas seulement leurs opposants d'extrême droite, n'hésitent pas à faire l'amalgame entre les réfugiés, qui fuient précisément la terreur et la guerre, et les terroristes de Daech. Prétendant qu'un des terroristes de Paris avait pu traverser l'Europe en se fondant dans le flux de réfugiés, Manuel Valls a déclaré à un quo-

tidien allemand: « *Nous ne pouvons plus accueillir de réfugiés* », avant de réclamer purement et simplement « *la fermeture des frontières de l'Europe* ». Et de fait, de la Grèce à la Suède en passant par la France, les frontières intérieures et extérieures de l'espace Schengen, cet espace de libre circulation entre 26 États européens, se referment les uns après les autres.

UNE VAGUE DE RÉFUGIÉS ENGENDRÉE PAR LA BARBARIE CROISSANTE DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE

Le phénomène des réfugiés traversant l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie vers l'Europe pour trouver du travail ou fuir les guerres créées par l'impérialisme n'est pas nouveau. Mais l'échelle de la crise actuelle le classe à part : il s'agit du plus vaste mouvement de réfugiés depuis la partition de l'Inde coloniale britannique en 1947, qui provoqua le départ de plus de dix millions de personnes pour rejoindre l'Inde ou le Pakistan nouvellement indépendants.

En 2014, d'après le HCR, 59,5 millions de personnes ont été déplacées de force à l'échelle mondiale, le chiffre le plus élevé depuis la Deuxième

Guerre mondiale. Cela représente quelque 42 500 personnes fuyant les zones de guerre chaque jour ! Elles venaient surtout de Syrie, d'Afghanistan, de Somalie, d'Érythrée et du Soudan. Les réfugiés qui arrivent aujourd'hui en Europe de l'ouest et du nord viennent essentiellement de ces mêmes pays, auxquels il faut ajouter le Kosovo, le Monténégro ou l'Albanie, d'où les migrants fuient le chômage, la corruption et la misère.

L'enfer et le chaos qu'ils fuient résultent directement ou indirectement des interventions impérialistes dans ces différents pays. Sans remonter à la période coloniale ou postcoloniale, le bilan de l'occupation de l'Afghanistan déclenchée en 2001 par la coalition internationale au nom de « la lutte contre le terrorisme » est sans appel. Quatorze ans après son déclenchement, deux ans après le départ des troupes de l'Otan qui prétendaient laisser un pays en paix avec un gouvernement central respecté, des régions entières sont sous le contrôle de groupes rebelles concurrents, y compris les talibans. La population est directement victime de la guerre que ces seigneurs de guerre se livrent pour le contrôle des territoires.

De l'Irak en 2003 à la Libye en 2011, les interventions impérialistes ont créé un vide politique qui a préparé le chemin pour l'émergence de milices islamiques rivales se disputant le pouvoir politique. Depuis lors, ces pays ont été transformés en zones de guerre dans lesquelles les populations sont prises entre les feux de ces milices et soumises à leur brutale domination. Les destructions causées par l'agression occidentale ont été aggravées par les dévastations provoquées par les guerres civiles effrénées. L'effondrement économique a réduit la population à la pau-

vreté. Il n'y a plus d'avenir pour personne dans ces régions.

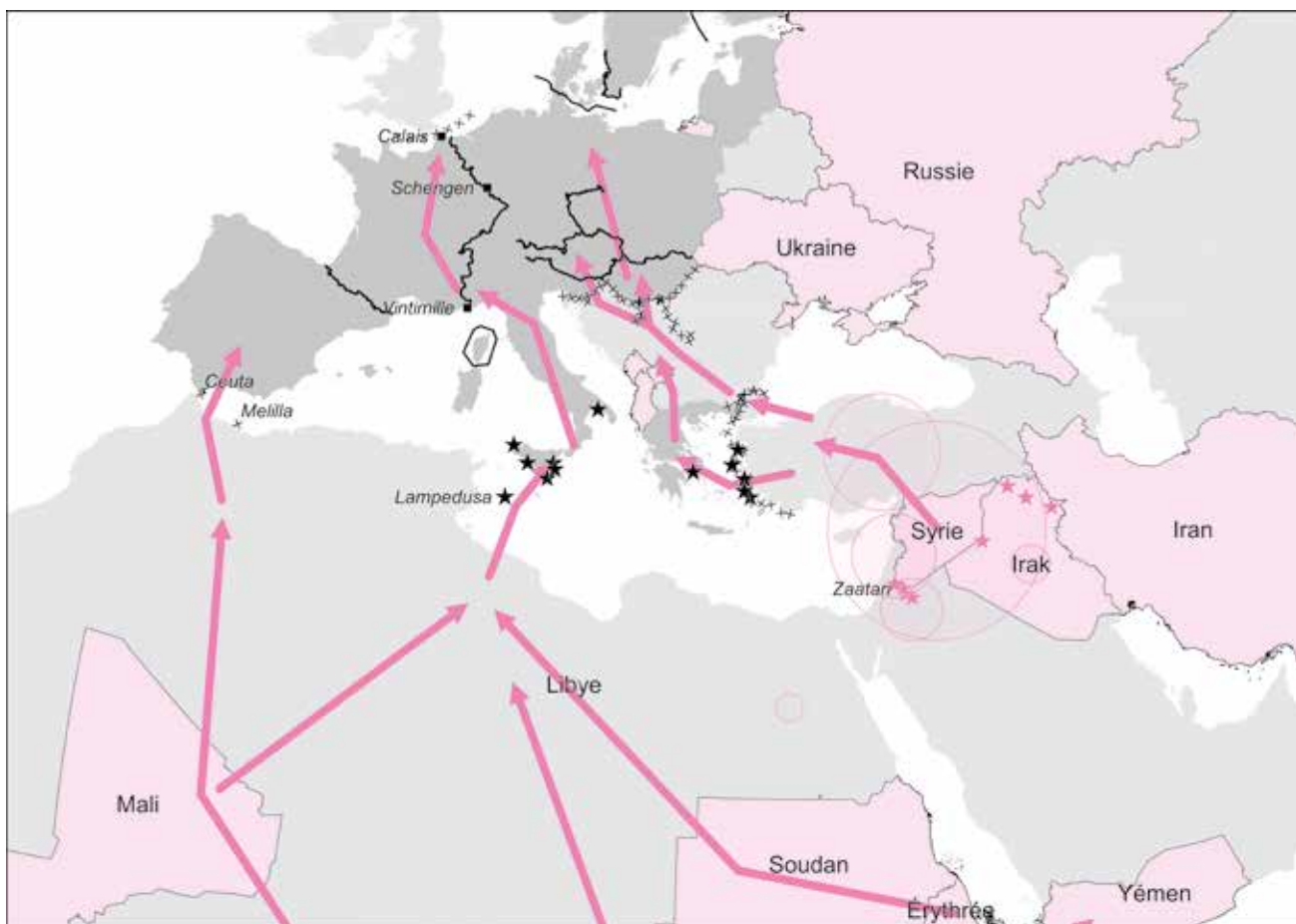
La situation de la Syrie illustre jusqu'à la nausée le cynisme des grandes puissances et leur mépris pour le sort des populations. Elles ont d'abord soutenu les diverses milices syriennes opposées au régime de Bachar al-Assad, y compris les milices islamistes qui exerçaient dans les villes sous leur contrôle une dictature tout aussi féroce que celle du régime d'Assad. Elles ont laissé leurs alliés régionaux, l'Arabie saoudite, la Turquie ou le Qatar, armer et financer ces milices, dont celles qui n'allaient pas tarder à rejoindre Daech. Puis, quand Daech prit le contrôle d'un vaste territoire à cheval sur l'Irak et la Syrie et menaça directement les intérêts occidentaux, les grandes puissances jetèrent leurs propres bombes sur la population syrienne dans les villes occupées par Daech. Dernier retournement en date, après les attentats de Paris, les dirigeants impérialistes s'apprêtent à faire d'Assad, le bourreau de son peuple, responsable de quelque 250 000 morts en Syrie, leur nouvel allié dans leur guerre contre Daech. L'armée de cet Assad dont elles voulaient la chute, non pas tant parce que c'était un dictateur féroce mais parce que son régime n'était pas assez docile à leurs yeux, leur semble aujourd'hui la mieux placée pour combattre Daech au sol.

Ce nouveau retournement ne pourra que pousser de nouveaux contingents de la population syrienne sur les routes de l'exode. Sur 23 millions de Syriens, 4,3 millions se sont déjà réfugiés en dehors du pays. La moitié de ceux-ci, plus de 2,1 millions, se trouvent au Moyen-Orient, pour la plupart au Liban et en Jordanie, où ils représentent un énorme fardeau pour les ressources limitées de ces pays. La population du Liban, par exemple, a augmenté de 20 %

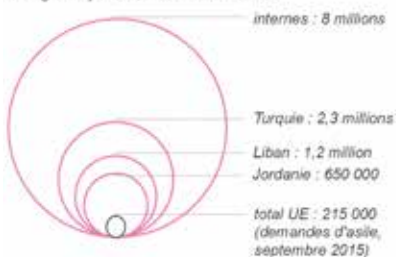
en raison de l'afflux de réfugiés. Les conditions de vie sont souvent insupportables. Le camp Za'atari, en Jordanie, accueille plus de 120 000 réfugiés, ce qui en fait le deuxième plus grand camp de réfugiés au monde. Des murs de barbelés l'entourent et personne ne peut partir sans l'autorisation des autorités du camp. Il n'y a pas d'eau courante potable et les coupures de courant sont fréquentes.

La situation est si intolérable que certains résidents ont choisi de traverser la Syrie, malgré la guerre civile, dans le but d'atteindre la Turquie. Ce pays est la première destination des réfugiés syriens avec 1,9 million d'inscrits auprès du HCR. Outre sa longue frontière avec la Syrie, la Turquie est perçue par nombre de réfugiés comme la porte d'entrée de l'Europe et par là même un espoir pour échapper à l'enfer. 450 000 d'entre eux, moins de 10 % du total des réfugiés syriens, ont réussi à s'y installer cette année.

À l'exception de la Somalie, du Mali ou de la Centrafrique, les armées impérialistes n'ont pas été engagées récemment dans des agressions à grande échelle dans la corne de l'Afrique ou l'Afrique subsaharienne. Mais les grandes compagnies impérialistes n'ont jamais cessé de piller leurs ressources, qu'il s'agisse du pétrole au Soudan et au Nigeria ou de l'uranium et d'autres métaux précieux dans la République démocratique du Congo et au Niger, parmi d'autres. Et, pour protéger leur pillage de ces ressources naturelles, elles ont fait surgir et armé de violents dictateurs pour des décennies. Les milices ethniques et islamiques qui sont apparues dans ces pays, terrorisant la population, se nourrissent de la colère engendrée par la brutalité de ces dictateurs et de la pauvreté engendrée par le pillage des multinationales.



réfugiés syriens, novembre 2015



Les réfugiés et l'Europe forteresse

UN LONG ET DOULOUREUX PÉRIPLÉ VERS L'EUROPE TRANSFORMÉE EN FORTERESSE

La plupart des réfugiés en provenance du continent africain voyagent par la Libye pour traverser la Méditerranée vers l'Europe. Ils fuient les famines récurrentes qui gangrènent de vastes régions du Nord Soudan ou le pouvoir brutal de milices ethniques ou islamiques dans des pays au sud du Sahara ou de la corne de l'Afrique. Mais dès qu'ils parviennent en Libye, qui est elle-même sous le contrôle de seigneurs de guerre rivaux depuis l'intervention occidentale de 2011, les réfugiés sont parqués, battus et enfermés pendant des jours, sans nourriture ni eau, par des groupes locaux qui rançonnent leurs prisonniers ou cherchent à se faire payer pour faire la police aux frontières.

Les réfugiés qui réussissent à échapper à l'emprise des groupes libyens risquent leur vie sur des bateaux remplis au-delà de leur capacité pour traverser la Méditerranée. En Turquie, la frontière terrestre avec la Grèce étant cadenassée, des milliers de réfugiés tentent eux aussi de rejoindre ce pays par la mer. C'est ainsi que, chaque semaine, des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes se noient en essayant de traverser la Méditerranée. 3 510 sont morts dans les dix premiers mois de cette année. D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OMI), 22 000 auraient perdu la vie entre 2000 et 2014, un chiffre sans doute très sous-estimé.

Les survivants se heurtent aux murs et aux barbelés qui hérissent désormais l'Europe. Ils sont arrêtés, bloqués, contraints de s'en remettre à des passeurs sans scrupule, risquent de mourir asphyxiés au fond de camions, de se faire violenter ou dépouiller en chemin, d'être parqués dans des camps

infâmes comme celui de Calais. Les nombreux reportages sur ce camp baptisé « la Jungle », installé près de l'entrée du tunnel sous la Manche, en donnent un aperçu. Il est infesté de rats, son système d'eau est contaminé, le nombre de toilettes est dérisoire et sa population y est affectée de toutes sortes de maladies. Les conditions sont comparables dans les multiples camps qui jalonnent l'Europe, qu'il s'agisse de camps de fortune construits par les migrants eux-mêmes ou de camps de rétention contrôlés par les gouvernements.

Avec l'arrivée de l'hiver, qui s'ajoute à la fortification des frontières au sud de l'Europe, de la Hongrie à la Slovénie et à la Bulgarie, la situation des migrants ne cesse d'empirer. On a déjà rapporté des cas d'hypothermie et de pneumonie parmi les réfugiés. Le HCR a distribué des couvertures, mais en nombre très insuffisant, et tout aussi inadaptées que les tentes utilisées dans les camps d'urgence pour réfugiés lorsqu'il pleut très fort ou que la température descend près de zéro.

Voilà comment ces centaines de milliers de femmes et d'hommes sont accueillis par les gouvernements de la riche Europe, directement responsables de la barbarie que fuient ces réfugiés, eux qui ne cessent de se poser en protecteurs de la civilisation, de la démocratie et des droits de l'homme.

LA DÉMAGOGIE REACTIONNAIRE DES DIRIGEANTS EUROPÉENS

L'Union européenne, avec ses 515 millions d'habitants, pourrait évidemment accueillir sans difficulté quelques millions de réfugiés. Si elle leur assurait la liberté de circulation et d'installation, les réfugiés se répartiraient d'eux-mêmes à l'échelle de l'Europe. Ils pourraient s'appuyer sur des membres de leurs

familles ou des proches et sur de multiples élans de générosité qui ne manquent pas de s'exprimer face à des drames ou à des catastrophes naturelles ou humanitaires. Il faut se rappeler la vague de solidarité qui s'est exprimée, en particulier en Allemagne mais pas seulement, après la mort du petit Aylan en septembre dernier. En Allemagne, le dévouement de milliers de bénévoles a largement contribué à fournir des vêtements et de la nourriture mais aussi à soigner ou à donner des cours de langue aux quelque 800 000 réfugiés arrivés dans ce pays au cours de l'année, et dont beaucoup sont installés dans des locaux provisoires ou des villages de tentes. Face aux manifestations xénophobes et racistes, attisées par la démagogie réactionnaire d'une fraction de la classe politique en Allemagne, ce mouvement de solidarité est un gage pour l'avenir.

Quand Manuel Valls ose dire, comme il l'a fait fin novembre à un quotidien allemand, que « la population ne comprendrait pas que l'on continue à laisser les frontières ouvertes après les attentats », il fait un choix politique : celui de s'appuyer, en les alimentant, sur la méfiance et le repli nationaliste, celui de chercher des boucs émissaires pour justifier le chômage et la montée de la misère, celui de draguer les électeurs du Front national plutôt que d'en combattre les pires préjugés. Quand Valls, Hollande ou Sarkozy veulent faire accepter les pires reculs sociaux, repousser l'âge de la retraite ou démolir les droits des travailleurs, ils ne reculent pas sous prétexte que « la population ne comprendrait pas » : ils multiplient au contraire les campagnes de propagande pour modifier l'opinion publique et lui faire accepter leurs réformes.

D'un bout à l'autre de l'Europe, que les gouvernements soient ouvertement à droite comme en Grande-Bretagne et

en Hongrie, ou qu'ils se disent de gauche comme en France, ils choisissent tous de faire de la surenchère sur le terrain de la défense de « l'intérêt national ». Incapables d'enrayer le chômage et aiguillonnés par la montée des partis d'extrême droite, ils multiplient les lois répressives envers les étrangers en situation irrégulière, rendant la vie quotidienne de tous toujours plus difficile et alimentant sans fin la surenchère xénophobe.

Les dernières décisions des dirigeants européens vis-à-vis des réfugiés vont dans ce sens. Alors que leur plan de répartition de 120 000 réfugiés sur deux ans ne démarre pas et est ouvertement contesté par plusieurs pays, ils mettent désormais en place les instruments pour refouler hors d'Europe nombre des migrants qui ont réussi à l'atteindre.

Les plus riches pays européens, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, exigent que les pays du sud de l'espace Schengen, la Grèce et l'Italie, contrôlent mieux leurs frontières. Ils veulent imposer aux pays de transit, comme la Tur-

quie, le Liban ou la Serbie, extérieurs à l'espace Schengen, de parquer les candidats à l'exil dans des camps. Ce que les dirigeants européens appellent pudiquement des « hotspots » seront de véritables camps de triage destinés à sélectionner les migrants admis sur le territoire européen en fonction de leur nationalité, de leur qualité de réfugiés politiques ou de migrants économiques, mais aussi de leur niveau de qualification. On ne sait pas ce qui est le plus ignoble dans cette politique : organiser ce tri entre les migrants, comme si fuir la misère était moins vital que fuir la guerre, ou sous-traiter cette sale besogne à des pays pauvres déjà débordés par l'afflux de réfugiés !

Après avoir été menacée d'être exclue de la zone euro pour cause d'endettement excessif, la Grèce est maintenant menacée d'être exclue de l'espace Schengen pour ne pas suffisamment surveiller ses frontières. Après la tutelle économique de la Troïka, le gouvernement grec a dû accepter l'intervention de Rabit, une brigade spéciale de gardes-frontières de l'agence

européenne Frontex, chargée de renforcer les contrôles entre la Grèce et la Turquie. Soutenue par Paris et Berlin, la Commission européenne voudrait augmenter les effectifs de cette brigade de gardes-frontières et, surtout, elle voudrait pouvoir la déployer même sans l'autorisation des États concernés.

En même temps que ces mesures destinées à endiguer le flot de réfugiés vers l'Europe, les mêmes gouvernements multiplient les expulsions de réfugiés déboutés du droit d'asile ou de migrants sans papiers. Sous Hollande, le nombre d'expulsions et de placements en centre de rétention administrative a augmenté par rapport à la période Sarkozy. Avec l'état d'urgence et la multiplication des contrôles policiers, les arrestations de travailleurs sans papiers ne peuvent qu'augmenter.

En Allemagne, la chancelière Angela Merkel a d'abord joué les humanistes avec sa promesse d'accueillir sans réserve un grand nombre de réfugiés. Mais cela n'aura pas duré longtemps. Face à une rébellion à



US DEPARTMENT OF STATE

Camp de réfugiés syriens de Za'atri en Jordanie en 2013.

AP-SIPA



Des migrants bloqués à la frontière serbe, désormais fortifiée (septembre 2015).

Une colonne de migrants escortés par la police en Slovénie



Reuters

20minutes.fr



Une petite partie de la « jungle » de Calais à proximité des barrières toujours plus hautes pour empêcher l'accès à l'autoroute et à la zone du tunnel

la droite de son propre parti et à l'extrême droite, elle a vite changé de tactique, réinstaurant un contrôle aux frontières, s'en prenant aux réfugiés des Balkans et même d'Afghanistan, sommés de retourner chez eux. Comme si les réfugiés afghans ne fuyaient pas une guerre civile sanglante attisée par les puissances impérialistes! Comme si ceux des Balkans, qui viennent principalement d'Albanie et du Kosovo, ne fuyaient pas les dévastations engendrées par la guerre civile qui a suivi l'éclatement de la Yougoslavie!

Depuis début novembre, les ressortissants de l'Albanie, du Monténégro et du Kosovo ne peuvent plus prétendre au droit d'asile en Allemagne, au prétexte que ces pays seraient brusquement devenus sûrs. Des milliers de Kosovars, venus clandestinement en Allemagne pour travailler, ont été renvoyés cet automne vers le Kosovo. Le Parlement allemand a décidé d'accélérer les procédures d'expulsions pour les demandeurs déboutés du droit d'asile.

Pendant ce temps, le Premier ministre de droite en Hongrie, Viktor Orbán, dans le cadre de sa surenchère xénophobe avec le parti d'extrême droite Jobbik, et agissant en sous-traitant pour l'Allemagne ou l'Autriche, empêche les réfugiés de traverser son pays en construisant un mur de barbelés tranchants le long de la frontière avec la Serbie et la Croatie. À une échelle moins folle, les gouvernements slovène et bulgare érigent aussi des défenses semblables contre les réfugiés qui cherchent désespérément une nouvelle voie de passage quand un pays se referme. L'Autriche a annoncé

à son tour la construction d'une barrière contre les immigrés à sa frontière avec la Slovénie.

OUI À LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

Avec cette barrière, c'est une frontière interne à l'espace Schengen qui se fortifie. Autant dire que la liberté de circulation est en passe de devenir un mythe. La crise des migrants, comme la crise de l'euro avant elle, montre toutes les limites et agrandit toutes les failles d'une Union européenne contrôlée par une poignée de grandes puissances aux intérêts contradictoires.

La bourgeoisie européenne tient à la liberté de circulation, non pas des réfugiés mais des marchandises, des capitaux, éventuellement de la main-d'œuvre. Le rétablissement des contrôles aux frontières, qu'ils soient décidés suite aux attentats ou pour empêcher l'arrivée des migrants, entrave le fonctionnement de son économie avec ses norias de camions qui alimentent des usines situées dans toute l'Europe. Un retour en arrière définitif limiterait considérablement le recours à la sous-traitance et aux délocalisations multiples et finalement aggraverait encore la crise économique. D'un autre côté, la bourgeoisie allemande ne veut pas supporter seule le coût de l'accueil d'un ou plusieurs millions de réfugiés, pas plus que le gouvernement britannique ne veut laisser entrer les migrants de Calais sur son territoire. C'est pourquoi les dirigeants français, allemands, britanniques exercent une pression de plus en plus forte sur les pays d'ar-

rivée pour qu'ils refoulent les migrants.

Les travailleurs, quant à eux, n'ont rien à gagner au rétablissement des frontières nationales qui, malgré les mensonges des souverainistes de tout poil, ne les protégeront ni du chômage, ni des fermetures d'usines, ni de la concurrence d'autres exploités prêts à vendre coûte que coûte leur force de travail pour faire vivre leur famille. Mais ils n'ont rien à gagner non plus au renforcement des frontières extérieures de l'UE ou de l'espace Schengen, qui transforme l'Europe en une forteresse de plus en plus inaccessible et la Méditerranée en un immense cimetière pour les réfugiés.

Les travailleurs ne doivent avoir aucune solidarité avec leurs dirigeants, qui se lavent les mains du sort tragique des réfugiés, alors même que ceux-ci sont victimes des agissements des puissances impérialistes qui jouent avec le feu au Moyen-Orient et à travers tout le continent africain.

Quelle que soit leur couleur de peau, leur religion ou leur langue, les migrants sont « les damnés de la terre », les frères et sœurs des classes ouvrières d'Europe avec lesquelles ils partagent le même ennemi : les classes capitalistes des pays riches. Ils ne devraient pas seulement être accueillis ici en tant que réfugiés, mais devraient se voir accorder le droit de circuler librement et les moyens de s'installer là où ils le veulent. Il y a plus qu'assez de place pour eux. Quant aux coûts de cet accueil, que les capitalistes payent la facture sur leurs immenses profits : il est plus que temps qu'ils payent leurs dettes!

13 décembre 2015



Daech, fruit monstrueux des interventions impérialistes

Les groupes terroristes qui se réfèrent à l'intégrisme religieux, comme le commando qui a perpétré la tuerie du 13 novembre à Paris, ne sortent pas du néant. Ils sont les derniers rejetons d'une filiation djihadiste qui date maintenant d'une cinquantaine d'années. Les gouvernements des puissances occidentales sont pour beaucoup dans l'essor de cette mouvance. Leurs guerres et leurs manœuvres l'ont amplement alimentée. Un groupe comme Daech émerge de la barbarie dans laquelle s'enfoncent les sociétés du Moyen-Orient, comme résultat de la domination impérialiste et des dévastations qu'elle a engendrées.

Cette région, avec ses détroits maritimes de première importance et ses gigantesques réserves de pétrole, a toujours été convoitée par les puissances impérialistes. À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman s'effondrant, les dirigeants anglais et français ont appliqué la devise « diviser pour régner », se partageant la région suivant des frontières tracées à leur convenance. À l'intérieur de celles-ci, en Syrie, au Liban, en Irak ou en Palestine, ils ont opposé les différentes communautés les unes aux autres et attisé les divisions nationales et confessionnelles.

DES FORCES ET DES RÉGIMES RÉACTIONNAIRES FAVORISÉS PAR L'IMPÉRIALISME

Face aux révoltes populaires qui éclatèrent à de multiples reprises, face à l'essor de forces progressistes, nationalistes ou qui se revendiquaient du communisme, les dirigeants des puissances impérialistes n'hésitèrent pas à favoriser les forces les plus réactionnaires pour trouver en elles un appui. Dès la fin des années 1920, les Britanniques entretenaient discrètement des liens avec un mouvement naissant, les Frères

musulmans, dont l'objectif était d'imposer la charia comme fondement de l'organisation politique et sociale.

Après la Deuxième Guerre mondiale, à la faveur de la Guerre froide et de la révolte des peuples coloniaux, les rapports de force se modifièrent. L'existence de l'URSS facilita l'émergence de régimes nationalistes en Égypte, en Irak et en Syrie. Ces régimes eurent des aspects progressistes défendant une forme de laïcité, le droit à l'instruction pour la population, des réformes agraires.

Si les dirigeants impérialistes durent composer avec ces régimes, ils saisirent aussi toutes les occasions de les affaiblir, voire d'intervenir pour les remplacer par des régimes plus dociles. En 1953, en Iran, un coup d'État fomenté par les États-Unis renversa le régime de Mossadegh, jugé trop indépendant. En 1956, Britanniques et Français aidés des Israéliens tentèrent une expédition contre le dirigeant égyptien Nasser, qui avait osé les défier en nationalisant le canal de Suez.

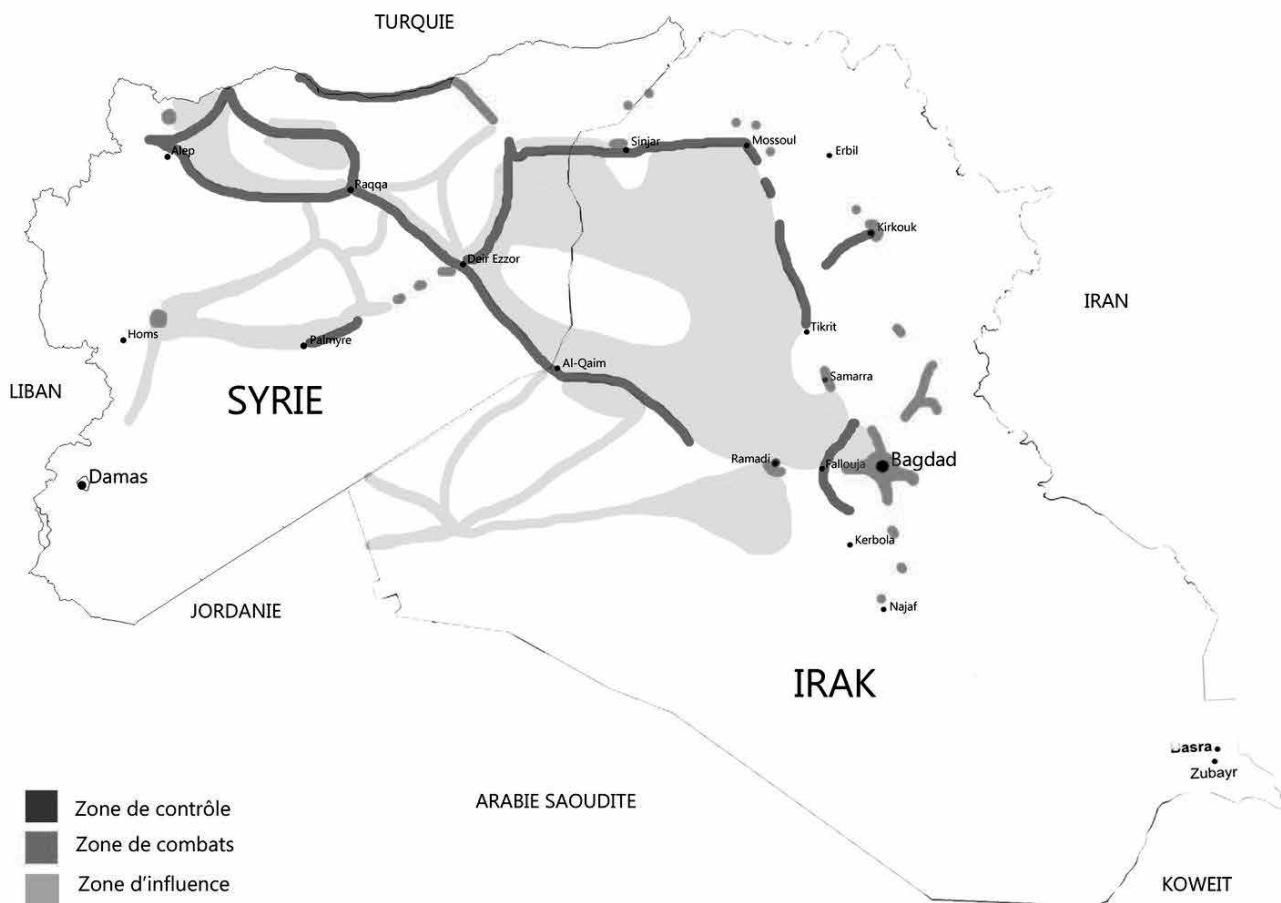
L'État d'Israël, par ses guerres successives, joua un rôle de premier plan dans la pression exercée sur ces régimes. À son échelle, Israël mena une politique analogue dans les terri-

toires qu'il contrôlait, favorisant les forces islamistes contre les organisations nationalistes et socialistes palestiniennes.

La pression de l'impérialisme sur des régimes qui ne lui plaisaient pas s'accompagna d'un soutien sans faille aux monarchies du Golfe, en particulier la monarchie saoudienne, favorisant ainsi un des courants les plus réactionnaires de l'islam, le wahhabisme. Puis, à partir des années 1970, la situation changea. Les régimes nationalistes qui avaient suscité des espoirs parmi les peuples du Moyen-Orient avaient engendré désillusions et déceptions. Cela entraîna aussi le discrédit des partis communistes de ces pays, qui s'étaient alignés derrière les dirigeants nationalistes.

DE L'ISLAMISME AU DJIHADISME

Dans le vide politique laissé par les nationalistes et par les partis qui s'étaient revendiqués du communisme, les tendances intégristes islamistes ne cessèrent de gagner du terrain dans tous les pays du Moyen-Orient. Durant l'année 1979, le renversement du chah en Iran, la prise d'otages géante de La Mecque et le début de la guerre



L'organisation État islamique à l'été 2015.

en Afghanistan furent trois événements qui allaient illustrer et accélérer cette progression des mouvements islamistes.

En Iran, le soulèvement contre la dictature proaméricaine du chah se solda par l'arrivée au pouvoir d'intégristes religieux chiïtes, dans ce pays où cette tendance de l'islam est majoritaire. Leur victoire impulsa le développement des tendances islamistes dans le monde entier.

En Arabie saoudite, si le régime prônait la plus grande rigueur islamiste, ses dirigeants vivaient dans le luxe et apparaissaient de toute évidence comme vendus aux États-Unis. Cela suscitait une contestation qui déboucha sur l'attaque spectaculaire de la grande mosquée de La Mecque par plusieurs centaines de militants intégristes. Celle-ci fut évacuée dans un bain de sang.

L'Arabie saoudite interdit alors les activités des Frères mu-

sulmans sur son territoire. Mais elle continua à financer, en tant qu'État ou via des fondations privées, les organisations musulmanes les plus intégristes dans le monde. Quant aux dirigeants américains, le fait de se trouver en butte à l'hostilité du nouveau régime iranien ne les empêcha nullement de soutenir ailleurs des combattants intégristes islamistes. En Afghanistan, la CIA et le régime saoudien financèrent à parts égales l'entraînement et les fournitures d'armes à la guérilla musulmane intégriste qui combattait le gouvernement prosoviétique, puis les troupes de l'URSS quand celles-ci envahirent le pays en soutien à ce gouvernement.

Missionné par les services secrets de son pays, un certain Oussama Ben Laden, rejeton islamiste d'une famille saoudienne milliardaire, partit à 22 ans au Pakistan, près de la frontière afghane, pour col-

lecter et répartir des fonds. Il contribua à former une troupe de plusieurs milliers de militants religieux de divers pays, venus mener le djihad et vivant dans les camps d'entraînement. C'est là que ce milieu, qui jusque-là était limité et dispersé, put incuber, prospérer et se souder. Son intégrisme se répandit au sein des populations de la région et des combattants afghans qui s'y réfugiaient. Être financés par la CIA n'empêchait pas ces groupes d'avoir leur logique propre, qui allait les tourner quelques années plus tard contre leurs commanditaires.

En 1987, depuis l'Afghanistan, Ben Laden décida de formaliser son groupe en fondant l'organisation de combat al-Qaïda (« la base » en arabe). Visant le « djihad global », la guerre sainte au niveau mondial, elle ne voulait composer avec aucune minorité. Aux yeux de ses partisans, tous ceux qui n'étaient pas dans

sa ligne, même musulmans, étaient considérés comme des mécréants bons à être anéantis. Il s'agissait de mener un combat armé, fût-il limité à des attentats commis par de petits groupes, avec comme perspective finale, bien que lointaine, la création d'un État islamique global, le califat. Ben Laden comptait utiliser le milieu des djihadistes d'Afghanistan pour former un mouvement durable qui continuerait son combat ailleurs.

L'Afghanistan continua d'être un terrain de combat et de recrutement, avec la guerre civile qui dura de 1989 à 1996, et qui depuis n'a en fait jamais vraiment cessé. Pendant un temps les djihadistes étrangers qui y participèrent bénéficièrent du soutien masqué de la CIA et de celui, plus ouvert, des services pakistanais. Ils s'illustrèrent par leurs atrocités. Une partie d'entre eux essaimèrent ensuite vers d'autres conflits, mettant à profit et transmettant à d'autres leurs compétences de combattants.

Revenus en Algérie, certains de ces combattants rejoignirent le FIS (Front islamique du salut), parti qui avait réussi à conquérir une importante base populaire dans ce pays et cherchait à conquérir le pouvoir. Lorsqu'en 1991 le gouvernement algérien annula les élections pour empêcher le succès du FIS et interdit ce parti, il s'ensuivit dix ans de guerre civile menée par le GIA (Groupe islamique armé), auquel les « Afghans » fournirent des commandants comme Mokhtar Belmokhtar, un homme qui était parti à 17 ans en Afghanistan et qui depuis 2003 a sévi en Mauritanie, au Mali et en Libye.

À la même époque, d'autres djihadistes de diverses origines, y compris française, s'impliquèrent dans la guerre de Bosnie, qui entre 1992 et 1995 opposa les nationalistes serbes aux Bosniaques, ces derniers étant réputés musulmans. Les tenants

du djihad tentèrent de donner à ce conflit un caractère religieux, sans trop de succès car, si les combattants bosniaques voulaient défendre leur territoire, leur objectif n'était nullement d'instaurer la charia.

LES DJIHADISTES SE RETOURNENT CONTRE LEURS PARRAINS

Inquiètes de l'installation en Iran d'un régime remettant en question leur contrôle des richesses du pays et les équilibres de la région, les puissances occidentales encouragèrent l'État voisin, l'Irak de Saddam Hussein, à lui faire la guerre. Celle-ci dura de 1980 à 1988, affaiblissant ces deux puissances régionales et dopant les ventes d'armes des pays riches. Elle fut catastrophique pour les deux peuples iranien et irakien, avec plus d'un million de morts et d'innombrables destructions. L'Irak en sortit avec des pertes financières colossales et son dirigeant Saddam Hussein décida en 1990 d'envahir le Koweït, petit État voisin tracé autour des puits de pétrole, bien que prolongement naturel du territoire irakien. Mais il était hors de question pour le gouvernement américain de laisser un dirigeant d'un pays comme l'Irak modifier les frontières tracées par l'impérialisme. Une coalition réunissant pas moins de 50 États, dont la France, écrasa l'armée irakienne. Faute de solution politique de rechange, Saddam Hussein fut laissé au pouvoir, mais l'embargo imposé au pays entraîna de nouvelles souffrances et des centaines de milliers de morts.

Ben Laden, revenu à ce moment-là en Arabie saoudite, critiqua le fait que cette « terre sainte » soit souillée par des « infidèles étrangers », en la personne des soldats américains dont les dirigeants saoudiens avaient accepté la présence sur leur sol pourvu qu'ils les dé-

livrent de la menace irakienne. Ce fut sa rupture avec la monarchie des Saoud, qui l'expulsa alors du pays et le priva de sa nationalité. Ben Laden trouva refuge au Soudan, puis en 1996 en Afghanistan où les talibans venaient de prendre le pouvoir. Il décida alors de s'en prendre directement aux intérêts américains, organisant des attentats en 1998, puis en 2000, contre des ambassades américaines en Afrique et des navires de guerre stationnés au Yémen. Puis ce fut l'attentat du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center de New York. L'État américain, comme résultat de ses manœuvres et de ses coups tordus, se retrouvait dans la situation d'un caïd de quartier qui, après avoir élevé une meute, la voyait établir ses propres règles et pour finir lui sauter à la gorge.

Après la réussite de l'attentat du 11 septembre, le prestige de Ben Laden s'étendit parmi les groupes djihadistes du monde entier, dont beaucoup firent allégeance à al-Qaïda.

DAECH PROSPÈRE SUR LE CHAOS IRAKIEN ET SYRIEN

Après le 11 septembre 2001, les États-Unis et leurs alliés déclarèrent leur « guerre au terrorisme » et se lancèrent dans deux interventions militaires successives. Avant la fin de l'année 2001, le régime des talibans, qui abritait Ben Laden, était renversé, et une longue occupation militaire commençait en Afghanistan. Elle se poursuit encore aujourd'hui, sans que le régime mis en place par les États-Unis ait réussi à imposer vraiment son autorité contre ces mêmes talibans.

Puis en 2003 vint la guerre contre l'Irak, déclenchée sous le prétexte manifestement faux des « armes de destruction massive » dont aurait disposé le régime de Saddam Hussein.

Celui-ci fut renversé et l'occupation militaire ajouta un degré de plus à la destruction du pays. L'armée, l'administration irakiennes furent démantelées. Les autorités d'occupation s'employèrent à dresser les Irakiens les uns contre les autres en fonction de leur confession. Elles s'appuyèrent sur les partis religieux chiïtes contre les sunnites, punis pour leur supposé soutien au régime de Saddam Hussein, alors que la majorité d'entre eux avaient souffert de sa dictature et que beaucoup l'avaient combattue à un moment ou un autre.

Les troupes américaines furent alors confrontées à une guérilla sunnite, qui les tint en échec. Elle regroupait des anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein, licenciés lors de l'arrivée de l'armée américaine et qui trouvaient des appuis dans un certain nombre de tribus désormais écartées du pouvoir. En même temps al-Qaida, absente d'Irak jusqu'en 2003, y fit de plus en plus parler d'elle. L'Irak devint le nouveau point de ralliement des djihadistes de tous les pays, non seulement parce qu'ils pouvaient venir défier la première armée du monde, mais parce qu'ils trouvaient désormais sur place des recrues. Les milices d'al-Qaida, armées et financées par des fonds en provenance des monarchies pétrolières, plongèrent l'Irak dans la guerre civile en s'affrontant à des milices chiïtes tout aussi intégristes qu'elles.

En 2006, l'irakien Abou Omar al-Baghdadi, le nouveau chef d'al-Qaida en Irak, prit ses distances d'avec la maison mère et décida que son organisation s'appellerait désormais État islamique en Irak. La violence de ses attaques-suicides, ses méthodes de gangster, la terreur qu'elle exerçait l'isolèrent de la population sunnite qu'elle prétendait représenter. Son influence fut réduite, mais jamais détruite. La politique de représ-

sion et de discrimination des sunnites, menée par le premier ministre chiïte Nouri al-Maliki, soutenu par Obama, allait la ramener par la suite sur le devant de la scène.

Fin 2011, quand les troupes américaines quittèrent l'Irak, elles laissaient derrière elles un pays ravagé et au bord de l'éclatement confessionnel. Fin 2012, Nouri al-Maliki fit arrêter à Bagdad les 120 gardes du ministre sunnite des finances, Rafa al-Issaoui. Ce dernier se réfugia dans son fief de Fallouja, au sein d'une population sunnite excédée par l'attitude du pouvoir. À l'exemple de la contestation qui avait embrasé les pays arabes, des manifestations réunissant des centaines de milliers d'Irakiens sunnites eurent lieu tous les vendredis. À Ramadi, les manifestants installèrent un immense camp de tentes. *« Nous ne voulons plus être traités en citoyens de seconde zone, résumé un manifestant. Nos fils sont interdits de recrutement dans la justice, la police fédérale et l'armée. Nos hommes et même nos femmes sont arrêtés sur simple dénonciation anonyme, en vertu de la loi antiterroriste. Nos hommes politiques sont écartés au prétexte de fausses accusations. Nouri al-Maliki se comporte en dictateur: ce n'est qu'un traître installé par les Américains et à la solde de l'Iran. »*

En avril 2013, la répression des manifestations jeta un nombre significatif de sunnites dans les bras de l'État islamique. Nombre d'entre eux avaient le sentiment qu'ils n'avaient plus de place au sein de l'État irakien et étaient de plus en plus sensibles au discours de cette organisation qui leur proposait de construire leur propre État.

Au même moment, en Syrie, la contestation sociale et politique du régime de Bachar al-Assad avait débouché sur une guerre civile. Les puissances impérialistes n'étaient pas mécontentes de voir le régime d'Assad

affaibli et laissèrent agir leurs alliés locaux. La situation en Syrie exacerba la compétition entre les puissances de la région, sous la forme d'une guerre par milices interposées. L'Arabie saoudite et le Qatar d'un côté, l'Iran de l'autre fournirent à différents groupes de l'argent et des armes. Ces rivalités, ainsi que le double ou triple jeu joué par chacune des puissances régionales, elles-mêmes soutenues ou manœuvrées par les puissances impérialistes, entraînèrent la montée en puissance des bandes armées.

Les groupes djihadistes récupéraient de divers côtés armes, matériel, argent et, déjà, des combattants étrangers. Ils bénéficiaient du soutien logistique de la Turquie, dont la zone frontière avec la Syrie constituait une base où ils pouvaient s'entraîner, se soigner et se reposer, et d'où ils pouvaient s'infiltrer. Les grandes puissances, de leur côté, observaient avec bienveillance les manœuvres de leurs alliés locaux, de la Turquie à l'Arabie saoudite et du Qatar à la Jordanie, et leur apportaient l'appui de leurs différents services.

Al-Baghdadi saisit l'opportunité que lui offrait la guerre civile en Syrie. Contre l'avis du chef d'al-Qaida, ses milices pénétrèrent dans le pays. Il ne s'agissait plus seulement de constituer un réseau à l'échelle internationale mais de s'appuyer sur un territoire. L'État islamique en Irak et au Levant (EIL ou Daech selon l'acronyme arabe). Ses hommes aguerris après dix ans de lutte contre l'occupant américain, rejoints par des anciens officiers de Saddam Hussein, s'imposèrent sur le théâtre syrien. Ils prirent le contrôle de territoires entiers dans l'est du pays, attirant une bonne part des combattants étrangers ainsi que des livraisons d'armes et des fonds en provenance d'Arabie saoudite. Puis,

après s'être renforcé en Syrie, Daech put investir de nouveau l'Irak et y déstabiliser le gouvernement qui venait de réprimer les manifestations sunnites. Les forces armées irakiennes étaient corrompues et peu motivées, et surtout craignaient la haine qu'elles avaient suscitée parmi la population sunnite. Malgré leur nombre et leur équipement, elles se sauvèrent à l'arrivée des milices de Daech. Sans difficulté, al-Baghdadi prit en janvier 2014 le contrôle de la ville de Falloujah et en juin celui de Mossoul, la deuxième plus grande ville d'Irak. Avec à peine huit cents combattants, son organisation mit ainsi la main sur les banques, sur les puits de pétrole, ainsi que sur une grande quantité d'armements modernes, essentiellement américains, abandonnés par l'armée irakienne.

En juin 2014, al-Baghdadi profita de ces succès pour faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait été en mesure de faire : il proclama la création du califat, se rebaptisant « calife Ibrahim » et exigeant l'allégeance de tous les croyants. La nouvelle coalition constituée ensuite par Obama autour des États-Unis pour le détruire allait encore renforcer son prestige. Dans la compétition qui l'opposait à al-Qaïda, Daech s'imposait comme la direction de la mouvance djihadiste internationale. Elle perfectionna sa communication sur internet, avec force discours anti-occidentaux et vidéos macabres.

Dans les territoires qu'il contrôle, Daech s'est appuyé sur les chefs de tribu et les seigneurs locaux qui lui ont fait allégeance, leur confiant le soin de gérer l'administration des villes. Mais Daech s'impose avant tout par la terreur, une terreur dont les femmes sont les premières victimes dans leur vie quotidienne. Ceux qui enfreignent la loi islamique risquent la décapitation, la lapidation ou la

crucifixion. Ce sont, semble-t-il, souvent des djihadistes étrangers, parlant mal l'arabe, qui font la police religieuse dans les territoires syriens de Daech. Jouant du fait que l'organisation exerce une attraction auprès d'une fraction de la jeunesse désorientée de pays occidentaux comme la France, Daech dispose aussi de ces jeunes qui ont rejoint la Syrie pour y faire la guerre sans savoir très bien pour quoi ni contre quoi. Ceux-ci lui fournissent bon nombre de volontaires pour des attentats-suicides et il peut puiser dans cette liste d'attente pour des actions dans le cadre de la guerre civile syrienne, mais aussi pour organiser des attentats

dans divers pays. Il devient ainsi un facteur politique jusque dans les métropoles impérialistes.

LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES DÉPASSÉES PAR LE CHAOS QU'ELLES ONT PROVOQUÉ

Les grandes puissances, notamment les États-Unis et à présent la France, déclarent maintenant que Daech est leur ennemi principal et qu'il faut l'abattre coûte que coûte. Cela ne peut faire oublier que cette milice islamiste intégriste, comme toute une série d'autres qui sévissent en Syrie et en Irak, est au fond une de leurs créatures. Le mor-



François Hollande et le roi Salman d'Arabie saoudite, le 4 mai 2015 à Ryad.



Charles Wilson, représentant démocrate au Congrès américain, pose avec des combattants de la guérilla islamiste afghane à la fin des années 1980. Il suivait les opérations secrètes de la CIA et le « programme afghan » de soutien aux moudjahiddines islamistes.

cellement de ces pays en territoires rivaux, l'appui direct ou indirect à des milices avides de se constituer un territoire ou simplement payées pour abattre ou affaiblir le régime en place, font partie des stratégies élaborées par les puissances impérialistes et mises en œuvre par l'intermédiaire de leurs services, secrets ou non.

Ces milices tendent évidemment à se trouver une base dans la société et à prendre leur autonomie. Cela les conduit à un moment ou un autre à échapper aux puissances qui les ont favorisées et qui voudraient continuer à les contrôler, et à se retourner contre elles. La multiplication des manœuvres de division, des financements et des fournitures d'armes, l'appui donné à des forces qui sur le terrain sont antagonistes, tout cela débouche sur un chaos qui rend la région ingouvernable, y compris pour les puissances impérialistes qui en sont en dernière analyse les principales responsables.

Les premières victimes de la situation sont bien sûr les populations locales. Aux destructions dues aux guerres menées par les États-Unis en Irak se sont ajoutées celles dues à la guerre civile en Syrie. Aux exactions des régimes irakien et syrien se sont ajoutées celles des différentes milices, celles-ci imposant un régime de dictature féroce dont les méthodes s'inspirent de celle des régimes intégristes voisins, à commencer par la dictature moyenâgeuse sévissant en Arabie saoudite. Mais l'essor de Daech, un courant qui regarde des siècles en arrière, résulte d'abord de la situation créée par les puissances impérialistes, des coups tordus

élaborés depuis des décennies par leur diplomatie et leurs services secrets, de leur appui sans scrupule donné aux forces les plus réactionnaires. C'est un des fruits particulièrement pourris d'un système capitaliste en bout de course.

Les actions terroristes commises en France et dernièrement aux États-Unis ne sont de ce point de vue que des répliques d'actions bien plus nombreuses subies depuis longtemps par la population des différents pays du Moyen-Orient, et qui maintenant ne se limitent plus à cette région. Mais, depuis les attentats de Paris, le gouvernement français de Hollande, inquiet voire dépassé par les conséquences de sa participation au conflit syrien, cherche fébrilement à consolider une coalition englobant États-Unis et Russie, avec l'objectif de vaincre Daech. Cette coalition peut-elle y réussir? Rien n'est moins sûr.

Les bombardements aériens exécutés par la coalition, tout en excluant l'envoi de troupes au sol, ajoutent certainement des destructions et des souffrances pour la population locale, mais ils sont peu efficaces contre les milices de l'État islamique dont la mobilité permet de se soustraire aux attaques. D'autre part, le double jeu des puissances locales telles que la Turquie ou l'Arabie saoudite fait que celles-ci n'ont pas intérêt à la disparition complète de Daech, qui s'avère très utile pour affaiblir leurs rivaux. Tout en adhérant formellement à la coalition, ces puissances peuvent continuer à favoriser Daech de différentes façons. En fait, même si Daech disparaît, ces mêmes puissances continueront à soutenir de telles milices, peut-être avec les

mêmes hommes agissant seulement sous un drapeau différent. Enfin, Daech prépare déjà un vaste terrain de repli: au cas où le sol du Moyen-Orient deviendrait trop brûlant pour lui, l'État islamique a déjà mis en place des bases en Libye, un autre pays que les interventions impérialistes ont abouti à morceler et à livrer à la loi des milices. Il pourrait alors y transférer le « califat », et au nom de ce mythe continuer à rameuter les groupes djihadistes de par le monde.

D'al-Qaida à Daech ou aux autres milices intégristes qui sévissent du Moyen-Orient à la Libye et à l'Afrique centrale, les interventions impérialistes ont abouti à multiplier des cliques militaires dont l'action s'apparente au brigandage, en lutte pour s'approprier des morceaux de territoires, bénéficiant tour à tour du soutien de telle ou telle puissance. Leur combat n'offre aux peuples des régions concernées que la perspective d'une terrible régression. Tout au plus permet-il à de petites fractions de la bourgeoisie locale de disputer à l'impérialisme une petite part des richesses produites, au gré du déplacement des lignes de front et aux dépens d'une population locale de plus en plus écrasée. Mais la dictature odieuse de Daech et de ses semblables, leur brigandage et leur terrorisme, ne sont que la répétition à plus petite échelle du brigandage et du terrorisme auxquels se livrent les puissances impérialistes sur une grande partie de la planète, même s'ils y ajoutent leur propre touche de dictature et de réaction.

16 décembre 2015



Le Parti travailliste britannique : un changement de leader, mais pas de politique

Le texte ci-dessous est adapté d'un article de la revue *Class Struggle* (n° 106, hiver 2015), éditée par nos camarades qui militent en Grande-Bretagne.

L'élection de Jeremy Corbyn à la direction du Parti travailliste, le 12 septembre dernier, a autant ravi les 250 000 adhérents et sympathisants qui avaient voté pour lui qu'elle a choqué ses adversaires.

Depuis, les choses n'ont fait qu'aller de mal en pis pour ce « rebelle » de 66 ans, désormais leader officiel de ce qu'on appelle pompeusement « l'opposition de Sa Majesté ». Après chacune de ses prises de position, on a vu des députés de son propre parti, dont un ou deux membres de son « cabinet fantôme »¹, se précipiter pour le contredire publiquement. Mais sans doute ne faut-il pas s'en étonner, puisque la plupart des députés travaillistes sont d'anciens fidèles des leaders qui se sont succédé à la tête du parti depuis Blair. En fait, sur les 241 députés du groupe, Corbyn ne peut compter sur le soutien que d'une vingtaine, des durs à cuire qui, d'une façon ou d'une autre, osent encore s'identifier à une certaine « gauche ».

À peine trois mois se sont écoulés depuis son élection et déjà Corbyn a cédé à ces pressions en se livrant à une série de revirements. Le dernier en date, et le plus spectaculaire, aura été sa décision de renoncer à ses prérogatives de leader du parti pour laisser les députés tra-

vailleistes libres de leur vote sur la question de l'extension des bombardements britanniques de l'Irak à la Syrie. Lui-même continuait pourtant à s'affirmer contre cette extension au motif qu'« elle ne pourrait qu'aggraver le conflit, le chaos et les pertes » et le congrès du parti s'était prononcé contre.

Le fait que Corbyn se soit retrouvé ainsi pris au piège, impuissant à faire valoir au Parlement les positions qu'il défend depuis si longtemps, tient à ce qu'est le Parti travailliste. Car tout leader qu'il soit, Corbyn n'a pas le pouvoir de neutraliser ceux qui en tirent réellement les ficelles, déterminent sa politique et contrôlent son appareil, c'est-à-dire sa fraction parlementaire et son comité exécutif national. Et cela, même s'il dispose d'une popularité considérable, tant parmi les quelque 100 000 nouveaux adhérents qui ont pris ou repris leur carte dans le seul but de lui apporter leur voix, que parmi les membres plus anciens du parti qui, en majorité, ont voté pour lui; et même si depuis son élection cette popularité n'a fait qu'augmenter, à en juger autant par les commentaires mis en ligne par les membres du parti sur le site Internet qui leur est dédié, que par les sondages d'opinion.

Les partisans de Corbyn espèrent bien qu'il mettra un terme une bonne fois pour toutes au cours du « nouveau

travaillisme » introduit par Blair et qu'il ramènera le parti sur la voie qui était la sienne avant l'arrivée de Thatcher au pouvoir, en 1979. La victoire de Corbyn semble donc avoir renforcé l'illusion qu'« un autre Parti travailliste est possible », pour reprendre son slogan. Reste à savoir si le phénomène Corbyn peut durer et quel impact il aura pour la classe ouvrière.

L'ASCENSION DE CORBYN

La trajectoire inattendue de Corbyn commença par son élection comme député d'une circonscription du nord de Londres (Islington North), en 1983. Par la suite, il n'occupa jamais de position dans la hiérarchie du parti, qu'il ait été au gouvernement ou dans l'opposition. Il se fit surtout remarquer par des prises de position marquées à gauche, aux côtés d'autres figures de la gauche travailliste, comme John McDonnell (aujourd'hui ministre des Finances de son « cabinet fantôme »), l'ancien maire de Londres Ken Livingstone ou Tony Benn (1925-2014), l'ancienne figure de proue de la gauche travailliste depuis les années 1970. Il s'illustra aussi par son soutien aux nationalistes irlandais de Sinn Féin et ses prises de position en faveur du retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord, à l'époque de la guerre civile qui ravagea la province jusqu'à la fin des années

¹ Le gouvernement de l'opposition, prêt à prendre la relève en cas de défaite de la majorité au pouvoir.



Sous Thatcher, Corbyn manifeste contre l'apartheid sud-africain.

1990, mais il est vrai que cela exprimait bien les sentiments de l'importante population irlandaise de sa circonscription.

Personne ne s'attendait donc à ce que, dès le début de la course à la direction travailliste, cet outsider se trouve propulsé en première position par les sondages. D'autant qu'il n'avait réussi à se présenter que de justesse, en obtenant à la dernière heure 36 parrainages de députés, soit un de plus que le minimum requis.

Ses deux principaux adversaires étaient Andy Burnham, le favori, un ex-ministre de la Santé du « cabinet fantôme » qui avait eu 68 parrainages et le soutien plus ou moins ouvert de nombreux leaders syndicaux, et Yvette Cooper, ex-secrétaire d'État au Trésor dans le gouvernement de Gordon Brown puis ministre de l'Intérieur du « cabinet fantôme », qui en avait reçu 41. Mais l'un comme l'autre incarnaient la politique de la précédente direction du parti, en faveur d'une « austérité plus humaine ». Quant aux autres candidats, ils incarnaient de façon ouverte la politique patronale passée de Blair.

Par contraste, Corbyn se présentait comme un « socialiste parlant vrai », ainsi que le disaient ses affiches de campagne, un homme honnête et « de principes », qui dénonçait sans ambages toute politique d'austérité. Mais s'il a pu attirer tant de soutien et apparaître

comme étant une « alternative de gauche », ce fut avant tout du fait du dégoût de la base pour la « vieille politique » défendue par ses rivaux, politique qui leur apparaissait à peine différente de celle prônée par le gouvernement Cameron.

Dans les faits, néanmoins, Corbyn usait d'un mélange de paternalisme et de moralisme. Il expliquait par exemple sur son site Internet : « Nous devons tous les grands changements qu'a connus notre société, du vote pour les femmes aux lois contre les diverses formes de discriminations, ou celles en faveur des handicapés, à des gens ordinaires qui ont exigé de leur député qu'il fasse ce qui était juste. » C'était sans doute plein de bons sentiments, mais cela signifiait quand même que « les gens ordinaires » n'étaient pas censés agir par eux-mêmes, mais qu'ils devaient demander à un gentil député travailliste de le faire pour eux...

En réalité, il n'y avait rien de très remarquable dans les déclarations de Corbyn, que ce soit dans ses prises de position pacifistes ou dans celles en faveur du système de protection sociale : « *Le logement social devrait être accessible à tous; les systèmes de santé et de protection sociale doivent être préservés pour nous protéger en cas de besoin; et il faut en finir avec ces armes nucléaires, dangereuses et dispendieuses et avec les guerres qui ont ravagé la planète récemment.* » « Il faut » ? Oui, mais comment ? Corbyn ne le disait pas !

En même temps, Corbyn décrivait fièrement ses activités politiques de la façon suivante : « *J'ai aidé au lancement de la coalition Stop the War en 2001*²

2 La Stop the War Coalition regroupe un vaste éventail de courants, allant de l'extrême gauche à un certain nombre de groupes musulmans. Ce fut elle qui organisa le 15 février 2003 une manifestation qui, à la veille de l'invasion de l'Irak, avait

et je suis aujourd'hui son président [bien qu'il ait démissionné depuis]... J'ai voyagé dans de nombreux pays pour y dénoncer le militarisme et appeler à la recherche de règlements négociés. Je continue à défendre les droits des opprimés, en particulier ceux des Palestiniens, des habitants des îles Chagos³, des Sahraouis et de nombreux autres ». En post-scriptum, il ajoutait : « Dans le passé, j'ai été permanent de NUPE et, en tant que député, je suis soutenu par Unison dont je suis membre. »⁴

L'ABSENCE DE TOUTE ALTERNATIVE

Malgré ce réformisme plutôt suranné et timide, Corbyn a attiré des centaines, voire des milliers de personnes lors des nombreuses réunions publiques de sa campagne, chose rarissime en Grande-Bretagne.

Pendant ce temps, Blair, ses partisans et la presse de droite multipliaient les avertissements selon lesquels l'élection de Corbyn serait un désastre pour le Parti travailliste, comme si le vrai « désastre » pour le parti n'avait pas été son score lamentable dans les dernières élections ! Mais il est vrai que, dans le même temps, d'autres commentateurs politiques, dans des quotidiens comme *The Guardian*

rassemblé près d'un million de manifestants dans les rues de Londres.

3 La population de l'archipel des Chagos, dans l'océan Indien, fut expulsée par le gouvernement de Londres dans les années 1970 pour faire place à une base militaire américaine sur l'îlot de Diego Garcia.

4 NUPE fut, jusqu'en 1993 l'un des deux principaux syndicats de travailleurs municipaux avant de se regrouper avec d'autres syndicats du secteur public pour former Unison, aujourd'hui deuxième syndicat britannique. De nombreux députés travaillistes sont « sponsorisés » par un syndicat, qui contribue au coût de leur élection et à leurs frais de fonctionnement en tant que députés.

ou le *Daily Mirror*, défendaient la « *vision d'espoir* » que Corbyn représentait selon eux.

Puis l'attention des médias se tourna vers l'afflux soudain de gens adhérant au parti dans le seul but de participer à l'élection de son leader. Ce phénomène résultait d'un nouveau système introduit en 2014, dans le but avoué de diluer le vote des travailleurs affiliés au parti par l'intermédiaire de leurs syndicats, afin de démontrer que le parti prenait un peu plus ses distances par rapport à la classe ouvrière. Alors que précédemment, le leader du parti avait été élu par trois collèges électoraux ayant chacun un tiers des voix (la fraction parlementaire, les membres individuels et les membres des organisations affiliées, syndicats et coopératives), le nouveau système impliquait pour la première fois que chaque vote individuel avait le même poids. De plus il créait une nouvelle catégorie d'adhérents dits « temporaires » qui pouvaient prendre leur carte pour la modique somme de 3 livres sterling (4,50 euros) afin de pouvoir participer à l'élection de son leader. En même temps, les membres des organisations affiliées conservaient le droit de participer au vote, mais il fallait qu'ils le réclament.

Les adversaires de Corbyn eurent tôt fait d'accuser des « infiltrés » d'extrême gauche de prendre une carte à 3 livres pour renforcer le vote Corbyn. Un journaliste de droite du nom de Toby Young alla même jusqu'à appeler les conservateurs à adhérer afin de voter pour Corbyn et ainsi « *condamner le Parti travailliste à l'oubli électoral* » !

La situation tourna à la farce lorsque l'appareil travailliste intervint pour priver, dans un premier temps, 260 adhérents temporaires de leur droit de vote. Parmi ces 260, il y avait, pêle-mêle, des verts, des militants de groupes d'extrême gauche, mais aussi le leader du

syndicat des fonctionnaires, Mark Serwotka, et des personnalités « de gauche » telles que le réalisateur Ken Loach, mais aussi le susmentionné Toby Young. Finalement, à la fin de la campagne, 56 000 personnes (9 % des 610 753 adhérents à un titre ou un autre) se virent retirer le droit de voter.

En fin de compte, les 251 417 votes pour Corbyn constituèrent une majorité écrasante (59,5%) face à ses rivaux. Andy Burnham rassembla 19% des voix et Yvette Cooper 17%. Les suivants n'avaient même pas 5% des voix.

Corbyn avait gagné. Mais il l'aurait emporté même sans le soutien des adhérents temporaires, bien que 83,8% d'entre eux aient voté pour lui. Car il arriva loin en tête, aussi bien parmi les 303 110 adhérents de plein droit du parti (avec 49,6%) que parmi les 158 991 adhérents des organisations affiliées (avec 57,6%). C'était une victoire sans précédent dans l'histoire du parti.

Néanmoins, parmi les adhérents affiliés (essentiellement via leurs syndicats), 55% s'étaient abstenus dans cette élection, contre 19% et 8% respectivement parmi les membres de plein droit et les adhérents temporaires. La principale raison de cette abstention a probablement été liée à la confusion semée par les différents appareils syndicaux eux-mêmes.

Parmi les syndicats les plus importants, la direction du GMB n'avait donné aucune consigne de vote, en raison de l'opposition proclamée de Corbyn au renouvellement du programme de sous-marin nucléaire Trident, question intouchable pour des leaders syndicaux déterminés à défendre ce programme d'un coût exorbitant, sous prétexte de défense de l'emploi. De leur côté les directions d'Unison ainsi que celles des trois syndicats du rail et du syndicat des télécommunications CWU avaient appelé à

voter Corbyn, tout comme celle de Unite⁵, avec ses 1,4 million de syndiqués. Sauf qu'une partie de l'appareil de Unite s'était rebellée : par exemple, le secrétaire de son secteur aérospatial et construction navale avait envoyé un courriel à ses membres expliquant que le comité national de secteur (NISC) avait choisi d'appeler à voter pour Burnham ; de leur côté, deux membres de la direction de Unite avaient envoyé des sms et courriels à certains syndiqués, en les invitant à voter pour Burnham en raison de sa « *crédibilité économique* ».

Quoi qu'il en soit, la victoire de Corbyn a été bien accueillie par de nombreux travailleurs du rang, du fait de son opposition notoire aux mesures d'austérité. Mais de là à dire qu'ils en attendent beaucoup, et, en particulier, un réel changement de politique de la part du Parti travailliste, c'est autre chose. Après tout, le Londonien à la mise de petit bourgeois qu'est Corbyn n'a rien d'une personnalité de stature nationale et ses propos radicaux, surtout sur les questions internationales, ne peuvent guère être très convaincants aux yeux de travailleurs qui ont depuis longtemps perdu toute illusion sur le Parti travailliste.

UN PENDANT DE GAUCHE À LA MONTÉE DE UKIP ?

La campagne et la victoire électorale de Corbyn semblent avoir redonné de l'espoir à nombre de ceux qui en étaient venus, pour des raisons bien compréhensibles, à regarder la farce politicienne d'un œil désabusé. Corbyn a attiré une couche relativement importante de jeunes exaspérés par une classe politique faite de clones, tous

⁵ Unite est le premier syndicat du pays, organisant principalement la métallurgie et les transports. Le GMB est le troisième, présent dans pratiquement toute l'économie.

plus propatronaux les uns que les autres, indépendamment du parti qu'ils représentent. Il leur a donné l'occasion d'apporter leur soutien à quelqu'un qui promettait de « *construire un nouveau mouvement social pour amener un vrai changement dans notre pays... afin de placer sa richesse et les possibilités qu'il offre au service de millions de personnes au lieu d'être le monopole des millionnaires* » et qui dénonçait les inégalités croissantes d'une société qui n'avait rien à offrir aux jeunes générations.

Peu importait que le programme économique de Corbyn (la « Corbynomics » comme la presse l'appela par dérision), y compris l'« assouplissement quantitatif populaire » prôné par Corbyn et son numéro deux McDonnell, n'ait été en fait qu'une nouvelle variété de la conception keynésienne, selon laquelle l'État doit intervenir pour stimuler l'économie capitaliste en usant des fonds publics pour augmenter artificiellement la demande. Car malgré ses limites étroites, une telle politique est depuis longtemps considérée bien trop « radicale » par la direction travailliste et rares sont ses politiciens qui osent s'en revendiquer.

D'une certaine façon, la vague qui a porté Corbyn à la tête du Parti travailliste est le pendant, à l'extrême gauche, du phénomène qui a permis, à l'extrême droite, à UKIP⁶ de sortir de l'ombre ; ou encore, au parti nationaliste SNP de s'imposer en Écosse. Chacun de ces trois courants exprime, à sa manière, les désillusions, voire l'écœurement, d'une fraction de l'électorat face à une évolution de plus en plus marquée, depuis vingt ans, par la servilité de la

classe politique vis-à-vis de la bourgeoisie. Il ne s'agit donc pas d'une politisation plus grande de l'électorat populaire.

Malgré cela, dans la mesure où il marque une opposition aux politiques propatronales menées tant par les conservateurs que par les travaillistes, l'élan en faveur de Corbyn a déclenché une violente réaction d'hostilité des médias comme de la classe politique. Ses actes et déclarations sont désormais passés au crible pour y chercher la moindre faille, produisant un flot ininterrompu de commentaires malveillants sur le fait qu'il ait ou pas chanté l'hymne national, qu'il se soit ou non incliné devant la reine, ou encore sur la couleur du coquelicot qu'il arborait pour la journée du Souvenir⁷.

C'est cependant l'hostilité qui s'exprime dans les rangs de son propre parti qui est la plus paralysante pour Corbyn, celle de la majorité des députés travaillistes comme celle de son comité exécutif, qui se situent à la droite du parti. Car, à leurs yeux, malgré l'afflux massif de nouvelles recrues venues au parti pour soutenir Corbyn, son élection reste une catastrophe. Blair lui-même a déclaré de sa retraite politique : « *Si Jeremy Corbyn devient dirigeant du parti, cela signifiera non pas une défaite comme en 1983 ou 2015, mais la déroute, peut-être l'anéantissement.* »

Un certain nombre des députés qui avaient parrainé la candidature de Corbyn s'en mordaient amèrement les doigts. En réalité, ils l'avaient fait dans l'espoir de neutraliser le favori, Andy Burnham, qui, du fait du

soutien que lui avaient donné initialement de nombreux syndicats, apparaissait comme le candidat le plus à gauche. En poussant Corbyn dans la course, ils espéraient diviser les voix de Burnham au profit de candidats plus proches de la tradition blairiste. Mais en fin de compte ces manœuvres s'étaient retournées contre eux en ouvrant la voie à Corbyn.

En tout cas, Corbyn resta isolé dans son propre parti. Lorsqu'il forma son « cabinet fantôme », Burnham fut le seul parmi ses rivaux à y accepter un poste (comme ministre de l'Intérieur) et la majorité de ceux qui condescendirent à y participer lui étaient ouvertement hostiles

JUSQU'OU IRONT LES RECULS DE CORBYN ?

L'apparence radicale du programme de Corbyn tenait surtout au fait que, en tant que député, il avait toujours été un « rebelle ». Il détenait un record absolu, celui d'avoir voté 500 fois contre les consignes de la direction travailliste. Mais jusqu'ou allait son radicalisme ? Tant qu'il n'était qu'un simple député, son opposition au bombardement de la Syrie, ou de n'importe quel autre pays, ou aux quelque 140 milliards d'euros alloués au renouvellement du programme nucléaire Trident, pouvaient à la rigueur passer. Mais de telles positions de la part du leader de l'opposition devenaient « un danger pour la sécurité nationale », pour reprendre les mots de Cameron.

À peine une semaine après son élection, un général anonyme était cité par l'hebdomadaire *Sunday Times*, affirmant que l'armée s'opposerait directement et publiquement à toute tentative du leader travailliste d'abandonner le programme Trident, de faire sortir le Royaume-Uni de l'OTAN ou

6 UKIP, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, est arrivé en troisième position lors des élections générales du 7 mai 2015, sur la base d'un programme nationaliste, anti-européen et anti-immigrés.

7 Journée de commémoration des morts de l'armée britannique (cette année le 13 novembre) lors de laquelle chacun est invité à porter un insigne représentant un coquelicot rouge (le poppy) vendu par les œuvres de charité de l'armée. Les pacifistes manifestent leur opposition au militarisme en portant un coquelicot blanc.



Corbyn face à la Chambre des communes, lors du vote pour les bombardements en Syrie, le 3 décembre 2015.

d'annoncer « tout projet destiné à émasculer et réduire les effectifs des forces armées... Il est hors de question que l'armée se laisse faire. L'état-major ne permettra pas à un Premier ministre de mettre en péril la sécurité du pays. Les gens useront de tous les moyens possibles, licites ou non, pour l'empêcher. On ne peut confier la sécurité du pays à un rebelle excentrique. Si cela se produisait, il y aurait des démissions en masse à tous les niveaux et on se trouverait face à une réelle menace de mutinerie. »

Comment Corbyn et son bras droit, John McDonnell, répondirent-ils à ce tir de barrage réactionnaire lorsqu'ils eurent la possibilité de défendre leurs « principes », au congrès du Parti travailliste organisé peu après ? Ils reculèrent tous les deux : sous la pression de certains appareils syndicaux, la discussion sur Trident fut retirée de l'ordre du jour, au nom de « l'unité du parti ». Corbyn reconnut même : « La Grande-Bretagne a besoin d'une armée... puissante et moderne pour assurer notre sécurité. » Comme si l'armée britannique était autre chose qu'un instrument d'agression, de la Serbie à la Syrie, en passant par

l'Afghanistan, la Libye, l'Irak, etc. De fait, Corbyn se garda de dire quoi que ce soit susceptible de contrarier l'aile blairiste du parti. Tout comme il évita d'évoquer les conséquences catastrophiques de l'invasion de l'Irak à laquelle avait présidé Blair et dont l'un des sous-produits est aujourd'hui Daech. Quant à McDonnell, ce fut le moment qu'il choisit pour suggérer de donner aux députés travaillistes la possibilité de voter « selon leur conscience » sur la question des bombardements en Syrie.

En fait, bien qu'ayant promis de « faire les choses différemment » et de promouvoir une « politique plus généreuse et une société plus protectrice », tous deux reculèrent devant toute confrontation dès qu'ils rencontrèrent la moindre résistance, au nom de l'unité du parti. Comme s'il était possible de « faire les choses différemment » sans soumettre la politique passée du parti à un examen systématique !

Après cette conférence, la classe politique attendait Corbyn à un autre tournant : la session du mercredi lors de laquelle le leader de l'opposition peut passer le Premier ministre

sur le gril en lui posant des questions destinées à souligner les failles de sa politique. Corbyn choisit effectivement de « faire les choses différemment ». Sous les huées des bancs conservateurs, il posa des questions simples, comme par exemple : « Tanya, d'Eastbourne, demande comment s'en sortir si ses allocations sociales sont diminuées de 1900 euros par an. » Son ton humble ne fit qu'exacerber les quolibets. Cette tentative de dénoncer les baisses d'allocations sociales contenues dans un projet de loi du gouvernement alors en cours de délibération fit piètre impression. Et elle fut rapidement oubliée lorsque la Chambre des lords contraignit le gouvernement à renoncer à son projet, au moins dans l'immediat. Pire, Corbyn ne trouva rien à répondre lorsque Cameron, en réponse à sa question sur le déficit scandaleux de la Santé publique, répondit par une attaque (« Regardez les gens dont il s'est entouré. Son conseiller aux relations publiques est un stalinien ; son nouveau conseiller politique est un trotskyste ; et son conseiller économique est un communiste »). Bien qu'il ne se soit pas prêté aux joutes parlementaires politiciennes qui

marquent habituellement cette session du mercredi, Corbyn n'a réussi qu'à donner une image faible et falote, et certainement pas combative.

Entre-temps, il avait déjà entamé une série de reculs. Une semaine après le congrès de son parti, il avait expliqué lors d'une interview télévisée qu'il était « prêt à vivre avec Trident » si le Parti travailliste votait en faveur du renouvellement de ce programme. Puis quand, après les attentats de Paris, il fut question de donner à la police le droit de tirer à vue sur les suspects de terrorisme, Corbyn fit d'abord savoir qu'il n'était « pas satisfait » ; puis, après avoir subi les attaques en règle de plusieurs députés travaillistes ainsi que du ministre des Affaires étrangères de son « cabinet fantôme », il déclara trois jours plus tard que son parti soutiendrait « toutes les mesures nécessaires » pour protéger la population du Royaume-Uni. Et il ajouta : « *Le Parti travailliste s'opposera toujours à toute menace qui pèserait sur notre pays et son peuple. [...] Nous ne les laisserons pas sans protection, mais il nous faut une autre approche en matière de politique étrangère.* »

De façon significative, Corbyn s'abstint de rappeler les deux cas les plus connus où la police reçut (ou s'arrogea) le droit de tirer à vue sur des suspects de terrorisme : le meurtre de Jean-Charles de Menezes, un jeune électricien brésilien qui n'avait aucun lien avec le terrorisme, mais qui fut abattu dans le métro au lendemain des attentats de Londres en juillet 2005 ; et la longue liste d'exécutions de nationalistes irlandais qui furent pratiquées dans ce cadre dans les années 1970 et 1980, en Irlande du Nord.

Quant à l'extension des frappes aériennes britanniques de l'Irak à la Syrie, Corbyn finit par donner son aval à la proposition de McDonnell de laisser

les députés travaillistes voter comme ils l'entendaient !

UN RETOUR À L'« ANCIEN TRAVAILLISME » ?

Quels sont les projets de Corbyn ? À bien des égards, son programme économique représente, dans les conditions de la crise capitaliste, un timide retour à l'« ancien travaillisme », par opposition au « nouveau travaillisme » introduit par Blair. Mais qu'avait donc fait le Parti travailliste lorsqu'il avait été au pouvoir avant Blair ?

Le gouvernement travailliste de Clement Attlee, qui vint au pouvoir en 1945, est généralement considéré comme le plus radical de l'histoire de ce parti. Mais si ce gouvernement procéda à un vaste programme de nationalisations, tous les capitalistes de l'époque, petits et grands, furent généreusement indemnisés. Grâce à cette politique, l'État se substitua à la bourgeoisie pour faire les investissements indispensables à une industrie vieillissante et en partie détruite. Quant aux systèmes de protection sociale et de santé publique édifiés par ce gouvernement, ils étaient le résultat d'un consensus entre tous les partis, car il fallait trouver un moyen de garantir la paix sociale au moindre coût pour la bourgeoisie, afin d'éviter une répétition des explosions révolutionnaires qui avaient suivi la Première Guerre mondiale.

D'une façon générale, que ce soit sous Attlee jusqu'en 1951, sous Harold Wilson dans les années 1960 et 1970, ou sous James Callaghan jusqu'en 1979, tous les gouvernements travaillistes de l'après-guerre serrèrent la vis à la classe ouvrière chaque fois que l'exigea le grand capital. Tous furent responsables, à des degrés divers, d'opérations sanglantes de maintien de l'ordre impérialiste dans les pays pauvres, en Palestine, en

Grèce, en Indochine, en Malaisie, en Birmanie, en Corée, en Égypte, au Kenya et en Irlande du Nord... et la liste ne s'arrête pas là. Si c'est à cette politique-là que Corbyn veut ramener le Parti travailliste, la classe ouvrière n'a de toute évidence rien à y gagner.

Aujourd'hui Corbyn veut promouvoir un programme « néo-keynésien » incluant, comme le Manifeste travailliste de 1983, inspiré par la gauche du parti, une « *Banque nationale d'investissements, destinée à investir dans les nouvelles infrastructures dont nous avons besoin et dans la haute technologie et les industries innovantes de demain.* »

Corbyn ajoute : « *La croissance et les hausses de salaires sont essentielles pour faire reculer le déficit. Cela permet d'augmenter les recettes fiscales et de réduire le nombre des bénéficiaires d'allocations sociales et il vaut mieux ça que fermer des bibliothèques de quartier ou s'attaquer aux travailleurs pauvres.* » Il se dit donc partisan d'un salaire minimum de 14,50 euros de l'heure (contre 9,70 euros aujourd'hui), y compris pour les apprentis (contre 4,80 euros).

Il est vrai qu'il dit aussi que l'on peut trouver l'argent nécessaire en augmentant les impôts sur les grosses entreprises, en réprimant la fraude et l'évasion fiscales, et en recouvrant systématiquement les dettes fiscales, ce qui rapporterait environ 175 milliards d'euros par an selon lui.

Il affirme aussi que la poste, les six grandes entreprises de distribution d'énergie ainsi que les chemins de fer devraient revenir dans le secteur public. À ce propos, Corbyn ne dit rien de l'indemnisation des actionnaires privés actuels. Mais on peut déduire qu'ils le seront puisqu'il n'est pas question de renationalisation immédiate dans les chemins de fer, que Corbyn juge trop onéreuse et à

laquelle il préfère la reprise des franchises concédées à l'heure actuelle aux compagnies de train privées, au fur et à mesure qu'elles prendront fin.

Pour le conseiller dans l'application de ce programme, McDonnell a constitué un « conseil économique alternatif ». Ce conseil inclut : Joseph Stiglitz, présenté comme « prix Nobel d'économie et 4^e économiste le plus influent au monde » ; Thomas Piketty, auteur du best-seller *Le Capital au 21^e siècle* ; un ancien membre du comité monétaire de la Banque d'Angleterre, ainsi qu'une brochette d'universitaires.

Mais l'« assouplissement quantitatif populaire » de Corbyn et McDonnell consistera-t-il à faire marcher la planche à billets pour rendre à la classe ouvrière, aux chômeurs, aux handicapés, aux retraités et aux services publics les centaines de milliards qui ont été prélevés sur leur dos pour financer le sauvetage des banques et du système financier en général, en 2007-2008, et pour les maintenir à flot depuis ? Si c'était le cas, il faudrait prendre de l'argent ailleurs, forcément aux dépens du capital, ce que Corbyn et McDonnell se gardent bien de dire.

Mais au moins ont-ils le mérite, à l'inverse de la plupart des ténors du parti, de s'inscrire en faux face aux sondages selon lesquels les travaillistes auraient perdu les élections de mai dernier parce qu'ils étaient trop mous sur la réduction des déficits. Il est vrai que, depuis, d'autres sondages sont allés dans le sens contraire, celui confirmé par l'élection de Corbyn, disant qu'au contraire le parti avait été sanctionné pour avoir été trop proaustérité et pas assez à gauche.

CORBYN ET L'ORIENTATION PROPATRONALE DU PARTI

Si Corbyn voulait mettre en



Corbyn devant la gare de Kings Cross à Londres avec des cheminots : « Réduisez les tarifs, pas les effectifs ».

œuvre son alternative économique tout en tenant ferme sur les positions qui ont enthousiasmé ceux qui l'ont élu, il serait inévitablement confronté à l'opposition de l'appareil de son parti. Déjà il est dans une large mesure l'otage de cet appareil qui le paralyse, puisqu'il est en minorité partout dans ses instances, jusque dans son propre « cabinet fantôme ». Quant aux soutiens qu'il a reçus des appareils syndicaux, ils sont fragiles, comme l'a montré la question du programme nucléaire Trident.

Faute de pouvoir changer la politique générale du parti, Corbyn doit se contenter de gestes symboliques, comme celui d'accepter le poste de vice-président de la CND (Campagne pour le désarmement nucléaire). Mais ces gestes ne servent qu'à alimenter la frénésie hystérique de ses critiques comme, par exemple, lorsqu'il a accepté l'invitation de la coalition Stop the War ! à un banquet organisé pour collecter des fonds. Cette organisation avait commis le crime, au lendemain des attentats de Paris, de poster sur son site Internet un article disant : « S'il n'y avait pas eu cette guerre d'agression cri-

minelle menée par les États-Unis contre l'Irak, qui fit, d'après les chiffres mêmes des Occidentaux, plus d'un million de victimes innocentes, il n'y aurait ni Daech, ni al-Qaida en Irak... Quel est le résultat de ces interventions ? Un enfer sur terre, qui s'étend et gagne en violence d'année en année. » Corbyn était certainement d'accord avec cette analyse, et il n'y a rien de faux dedans, sinon le fait qu'elle omet de mentionner le rôle de l'État britannique dans cette agression criminelle. Mais qu'importe, l'article fut rapidement retiré du site Internet, même si Corbyn se rendit quand même à ce banquet.

En réalité, le respect de Corbyn pour la légalité du parti, dont ses adversaires ne s'embarrassent pas, et ses tentatives pour en préserver l'unité à tout prix – comme s'il avait jamais été uni ! – ne font que le paralyser et le condamner à d'incessantes reculades.

Pour se libérer du carcan des appareils du Parti travailliste et des syndicats, il faudrait que Corbyn leur fasse front, en s'appuyant tout d'abord sur les centaines de milliers de travaillistes du rang qui l'ont porté à la direction du parti et, au-delà, sur les nombreux travailleurs chez

qui son élection a pu susciter une lueur d'espoir. Mais c'est précisément ce qu'il ne fait pas et ne souhaite pas faire.

Tout comme il se montre respectueux de la légalité du Parti travailliste, il se montre respectueux de la légalité des institutions bourgeoises. Sa mission en tant que député n'est pas de se faire le porte-parole du mécontentement de la classe ouvrière et de ses luttes, mais tout au plus de lui servir d'avocat pour défendre sa cause dans les institutions parlementaires, pendant qu'elle reste passive. La lutte des classes ne fait pas partie du langage de Corbyn, aussi radical qu'il prétende être. Et du coup, ce prétendu radicalisme ne peut être qu'un leurre pour la classe ouvrière.

Pour combattre l'austérité, il faudrait autre chose que le pseudo-radicalisme de Corbyn. L'austérité n'est que la politique d'une bourgeoisie qui, dans une société en crise, tente de maintenir ses profits, en parasitant tant la sueur de la classe ouvrière que les ressources étatiques.

Pour venir à bout de ce parasitisme, il faudra bien autre chose que quelques réformes, en supposant qu'un Parti travailliste conduit par Corbyn les mette en œuvre, ce qui n'est guère probable. Il faudra s'en prendre à la domination même de la bourgeoisie sur l'économie et lui imposer de payer les frais de sa crise en prenant sur ses profits.

Le Parti travailliste reste aujourd'hui ce qu'il a toujours été depuis un siècle, lorsqu'il usa de son crédit dans la classe ouvrière pour aider la bourgeoisie à l'envoyer sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale. Depuis, son seul objectif a toujours été, et demeure, de gérer les affaires de la bourgeoisie au mieux de ses intérêts.

Loin de changer la politique du Parti travailliste, le refus de Corbyn de mener le combat face à son appareil ne peut qu'aider ce parti à se refaire une virginité dans l'électorat populaire. Lorsque ce sera fait, l'appareil travailliste saura se débarrasser de Corbyn et le remplacer

par un leader plus présentable, causant une nouvelle déception à ceux qu'il aura réconciliés pour un temps avec la politique travailliste.

En revanche, pour ceux qui sont venus à la politique pour la première fois en votant pour Corbyn, croyant qu'il ferait du Parti travailliste un parti antiaustérité, le choc sera plus dur. Il faut espérer que ce choc ne les rendra pas allergiques à la politique, mais qu'au contraire, ayant fait cette expérience, ils se tourneront vers la seule façon de faire de la politique qui puisse amener un réel changement, le communisme révolutionnaire. Il faut espérer qu'ils s'attelleront à la construction d'un parti qui, contrairement aux oripeaux de l'« ancien travaillisme » proposés par Corbyn, se fixe comme objectif de représenter les intérêts politiques et sociaux de la classe ouvrière et de combattre le capitalisme afin de le renverser.

15 décembre 2015



Haïti: les classes populaires face aux bandes armées des criminels et à celles du pouvoir

Après la chute du dictateur Duvalier en 1986, le nouveau régime de Haïti a été présenté comme une démocratie naissante. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que la «vie démocratique» se transforme, entre 1987 et 1990, en une succession de putschs à travers lesquels les chefs des différents corps militaires se disputaient le pouvoir et se relayaient les uns les autres.

Après une courte période de faux espoirs, avec l'investiture de l'ex-prêtre des quartiers pauvres Jean-Bertrand Aristide en février 1991, porté à la présidence par une large mobilisation de ces quartiers, le coup d'État militaire de Cédras mit fin aux quelques libertés démocratiques imposées jusque-là par la population en effervescence.

Devant la pourriture du régime militaire et les problèmes que son gangstérisme posait à la bourgeoisie elle-même, les États-Unis firent débarquer leurs marines en 1994 pour, disaient-ils, rétablir un pouvoir démocratique.

Plus de vingt ans après cette intervention, Haïti a connu nombre d'élections et plusieurs présidents de la République, sur fond d'appauvrissement permanent des classes exploitées. Les articles suivants, extraits du mensuel *La Voix des Travailleurs* (n° 221, 16 novembre 2015), édité par nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR), montrent ce qu'est aujourd'hui ladite démocratie haïtienne.

Côté jardin, c'est-à-dire les compétitions électorales au lieu de la présidence à vie du temps de Duvalier, ce n'est pas bien joli. Mais cela est encore plus pesant côté cour, avec les agissements de bandes armées, civiles ou en uniforme.

BRIGADES DE VIGILANCE POUR CONTRER LES BANDITS EN CIVIL ET EN UNIFORME!

Pendant que les classes dirigeantes et leur presse occupent quotidiennement l'attention de la population avec les rebondissements de la mascarade électorale, l'insécurité bat son plein dans la Plaine du Cul-de-Sac, banlieue de Port-au-Prince, où des criminels sèment la terreur depuis plus d'un mois dans les foyers pendant la nuit. Ils débarquent, lourdement armés, avec des véhicules tout-terrain munis de matériel pour briser les portails des maisons, y pénètrent de force, tirent à hau-

teur d'homme, terrorisent les occupants avant de les dépouiller de leur argent, de leurs effets personnels et des objets de valeur. Ils ne se contentent pas de voler: ils violent les femmes, même les fillettes. Quand ils ne sont pas satisfaits de leur butin, la terreur, explique un riverain, prend une autre tournure: ils contraignent des membres d'une même famille à avoir des relations sexuelles entre eux. C'est l'horreur!

Le lundi 9 novembre dernier ont eu lieu les funérailles d'un jeune garçon qui s'est suicidé après avoir été contraint de coucher avec sa mère. C'est la panique généralisée dans la région: les criminels gagnent du

terrain de jour en jour et osent même annoncer aux habitants des quartiers avoisinants par des tracts qu'ils les attaqueront bientôt.

Les quartiers les plus touchés jusqu'à maintenant, ce sont Santo, Lillavois, Meyer, Lasser, Rampart, Vieux-Pont, Leroux, et Despinos. Les riverains sont traumatisés, paniqués. Les exactions de ces bandits dans un même quartier durent plusieurs heures d'affilée. Les appels au secours lancés aux commissariats de police de la zone sont restés sans suite et les forcenés continuent d'opérer en toute quiétude. Cela a poussé beaucoup de personnes à abandonner leurs maisons pour se ré-



Des habitants de la plaine du Cul-de-sac quittent leur quartier menacé.

fugier dans d'autres quartiers éloignés en vue de se mettre à l'abri. Quand une patrouille policière passe par hasard dans la zone, les sirènes sont interprétées par les riverains comme des alertes aux bandits pour leur demander de se mettre à couvert avant le passage des policiers, soupçonnés d'être de connivence avec les criminels.

Alors que les policiers répondent aux abonnés absents dans ces quartiers en proie à la violence et aux exactions de toutes sortes, ils brutalisent avec la dernière rigueur des manifestants contestant les résultats des élections et défendant leurs votes. Ils ont même abattu froidement un sympathisant du candidat Jean-Charles Moïse qui s'apprêtait à manifester quelques heures après la publication des résultats préliminaires.

Leur mission est de protéger les vies et les biens, ressassent les différents porte-parole qui se sont succédé depuis la création de cette force de répression, mais ils ne ratent jamais une occasion pour prouver le contraire. Ils sont en réalité, eux aussi, des bandits, en uni-

forme et émergeant au budget de l'État, c'est-à-dire payés avec les taxes de la population qu'ils répriment quotidiennement.

Mais les riverains de la Plaine du Cul-de-Sac se sont ressaisis la semaine dernière, réalisant qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes, sur leurs propres forces pour mettre hors d'état de nuire ces criminels sans foi ni loi. Des brigades de vigilance ont surgi dans tous les quartiers frappés par cette vague de violence. Déterminés à protéger leurs vies et celles de leurs familles, les riverains montent la garde tous les soirs jusqu'au petit matin. Ils érigent des barricades et veillent à partir du toit des maisons, munis d'armes blanches et de tas de pierres couramment appelées « *biskuit leta* » en vue de neutraliser les agresseurs.

Et depuis cette initiative, les riverains soufflent un peu et les bandits font marche arrière même s'ils continuent à intimider par des tracts et des menaces. La nouvelle fait tache d'huile : beaucoup de quartiers de Port-au-Prince sont maintenant dotés de brigades de vigilance et les gens ne dorment

pas la nuit pour surveiller les bandits.

C'est dans cette ambiance que, suite à des rumeurs sur la présence de ces bandits à Pétion-Ville, des milliers d'habitants de bidonvilles de ladite commune, armés de machettes et de bâtons, ont gagné les rues, furieux, pendant la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 novembre, à la recherche des malfrats. Ils scandaient notamment « *Lapolis ap dòm, n ap bay sekirite* » et se disaient prêts à couper ces criminels « *en rondelles de saucisson* » s'ils les croisaient sur leur passage. Ils ont exprimé leur solidarité à l'endroit des victimes des quartiers de la Plaine du Cul-de-Sac et ont tiré à boulets rouges sur le gouvernement Martelly/Paul qu'ils accusent de complicité avec les bandits.

Les membres des brigades de vigilance de la Plaine du Cul-de-Sac et les manifestants des ghettos de Pétion-Ville ont ainsi indiqué la voie à suivre à la population pauvre en général et aux habitants des quartiers en proie à l'insécurité en particulier. Face à la multiplication des assassinats à Port-au-Prince en particulier, des exécutions som-



Godson Aurelius, directeur général de la police.

maires, des kidnappings, etc., les brigades de vigilance fixes ou mobiles sont des modèles d'organisation de la population pour se protéger. *Le Nouvelliste* a rapporté qu'il y a au moins deux assassinats par balles par jour uniquement à Port-au-Prince. Les brigades peuvent stopper cette vague d'assassinats lâches.

Le directeur de la police, Godson Orélus, est monté au créneau non pas pour exprimer sa colère contre les bandits mais pour demander à la population de ne pas s'organiser en brigades, sous prétexte que des bandits peuvent infiltrer ces brigades pour les contrôler. Bien sûr qu'il peut y avoir des infiltrations, mais il y a mille et une manières de contrôler et d'identifier ces malfrats pour les empêcher de jouer ce rôle pernicieux. Pour le DG de la police, il est préférable pour la population de se laisser assassiner que de se donner les moyens de se défendre. Le porte-parole de la police a abondé dans le même sens, déconseillant la formation de brigades de vigilance.

Leur mise en garde vis-à-vis de ces organes d'autodéfense populaire ne nous étonne pas. Les riches et leurs chiens de garde que sont les policiers craignent toujours les masses organisées et en colère parce qu'elles deviennent incontrôlables et peuvent aller loin dans leur mouvement de revendication.

La police démontre par là clairement que sa raison d'être n'est pas de protéger et de servir la population, même si cela peut arriver ponctuellement : c'est de contenir la colère des pauvres contre les injustices dont ils sont victimes et d'imposer aux classes laborieuses la loi des classes possédantes. C'est justement pourquoi il ne faut pas être naïf en voulant la protection de ces forces de répression, en sollicitant leur intervention même dans ces cas de sécurité publique.

Les classes pauvres doivent apprendre à se défendre elles-mêmes contre toutes les formes de bandes armées : qu'elles soient en civil ou en uniforme, constitutionnelles ou *de facto*.

Oui, il faut des brigades de vigilance, mises en place dans les quartiers, dans les entreprises, regroupant le maximum de personnes, se battant au nom des intérêts des travailleurs et des classes pauvres en général, de leur sécurité aussi bien face aux exactions des bandits en civil que face à la répression policière. Personne, aucune institution ne défendra les classes pauvres si elles ne s'organisent pas pour se défendre elles-mêmes. Comme le dit bien l'adage créole : *Se mèt kò ki veye kò*.

LES ÉLECTIONS DE 2015 TOURNENT AU CAUCHEMAR, À LA TRAGI-COMÉDIE, ENTRE LES MAINS DU CONSEIL ÉLECTORAL PROVISOIRE ET DU GOUVERNEMENT

Martelly a attendu pratiquement la fin de son quinquennat pour organiser des élections dans le pays, contrairement à ce que prescrivent les lois dans le pays. Ayant pris goût au pouvoir, il voulait s'assurer qu'il était en mesure de s'y perpétuer en confiant le pouvoir à ses proches.

Cette série d'élections, trois au total, devrait permettre de renouveler la Chambre des députés dans sa totalité, deux tiers du Sénat, les collectivités territoriales dont les maires, et le président. Selon le calendrier du Conseil électoral, ces élections s'étaleront sur cinq mois, d'août à décembre, pour qu'au 7 février 2016 tous les nouveaux élus prennent fonction officiellement.

Le premier acte, c'est-à-dire le premier tour des législatives, s'est déroulé dans une violence généralisée le 9 août 2015. Avec un fort taux d'abstention de la population, cette journée du dimanche s'est terminée dans une cacophonie inouïe avec des morts, des blessés, des centres de vote incendiés. La stratégie des partis en course semblait la même : imposer ses candidats par la force des armes, par le tripatouillage, la ruse, le bourrage d'urnes. Le Conseil électoral qui était censé être l'arbitre s'est montré incapable de mettre un peu d'ordre dans ce tohu-bohu. La corruption a gangrené toute la machine électorale au point de la paralyser au profit des magouilleurs les plus forts, c'est-à-dire ceux-là qui, par les énormes moyens économiques et les influences dont ils disposent, pouvaient faire pencher la balance de leur côté.

À ce petit jeu, en dehors de la mobilisation de la population pauvre, le parti du pouvoir avait une avance sur ses concurrents grâce à la mainmise sur les ressources financières et matérielles de l'État. C'est sans surprise, en rassemblant les débris de ce qui restait de la journée du 9 août, que le PHTK, le parti du pouvoir, sortait grand gagnant selon les résultats d'un Conseil électoral provisoire (CEP) complètement décrié et affaibli.

Le cap, ensuite, est mis sur les présidentielles, le deuxième tour des législatives et les maires le 25 octobre. Entre-temps, si quelques partis politiques

qui ne se sentaient pas en mesure de continuer le combat ont abandonné, la grande majorité des candidats et des partis politiques ont continué l'aventure en dépit de l'énormité du scandale causé par la première partie des élections.

Le deuxième acte s'est déroulé le 25 octobre 2015. Au terme d'une campagne soporifique sans grand attrait, 54 candidats à la présidence, des centaines de prétendants au Sénat et à la Chambre des députés, des milliers de cartels pour les municipales se sont jetés dans l'arène.

Comme pour le premier tour, le gros de la population est resté chez elle. Globalement, la journée s'est passée sans violence. Dans la soirée de ce dimanche 25 octobre, conseillers électoraux et ministres du gouvernement se congratulaient d'avoir réalisé de bonnes élections.

Mais deux jours plus tard, des voix commençaient à s'élever pour dénoncer des cas de fraude, de bourrage d'urnes. Des partis politiques, procès-verbaux en main, réclamaient la victoire dès le premier tour. C'est le cas pour Fanmi Lavalas qui dit avoir remporté le scrutin avec 58% des votes dès le premier tour. Jude Célestin, Jean-Charles Moïse disent être gagnants tout en dénonçant de graves irrégularités.

Plus les jours passent, plus les langues se délient, plus on a

l'impression que cette journée électorale n'a été qu'une farce. Derrière le calme apparent de cette journée de vote, des partis politiques, le PHTK en tête, ont mis en place une machine implacable à frauder. Chaque jour amène de nouvelles dénonciations, plus scandaleuses, plus grotesques les unes que les autres. Pour l'instant l'essentiel des dénonciations est porté contre le pouvoir au profit de son candidat ; des personnels onusiens sont eux aussi soupçonnés d'avoir joué un rôle dans ces manipulations au bénéfice du pouvoir.

Mais le parti présidentiel, le PHTK, encaisse sans broncher, se contentant par des voix autorisées de prendre le contre-pied des accusations portées contre lui. L'ONU fait de même. Et il est difficile pour quelqu'un qui n'était pas dans le secret de faire la part des choses.

Le Conseil électoral provisoire garde un silence complice. Vouloir garder le contrôle exclusif du processus, il reste sourd aux nombreux appels demandant la vérification du vote par une commission indépendante.

Entre-temps, les principaux partis qui s'estiment être les principales victimes montent au créneau. Ils jurent qu'ils manifesteront tant que le Conseil électoral persistera à porter à bout de bras le candidat du pouvoir qui est arrivé en tête avec

32,4% des votes exprimés.

Les travailleurs vivent avec anxiété cette situation, craignant d'être à nouveau des victimes collatérales de cette lutte acharnée des politiciens pour le contrôle du pouvoir. En choisissant la fraude comme moyen pour parvenir ou pour rester au pouvoir, les politiciens ont fait peu de cas des votes ou des opinions des travailleurs et des masses pauvres.

MARTELLY MOBILISE L'ÉTAT ET SES BRAS ARMÉS POUR CONTRER SES OPPOSANTS ET LA POPULATION PAUVRE

À l'appel des candidats à la présidence Maryse Narcisse, Jude Célestin et Jean-Charles Moïse, plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Port-au-Prince pendant trois jours, c'est-à-dire les 11, 12 et 13 novembre dernier, pour protester contre les manœuvres du CEP en faveur du candidat du pouvoir, Jovenel Moïse. Le gouvernement Martelly/Paul et la police ont, certes, tenté dans les premières heures qui ont suivi la publication officielle des résultats préliminaires d'étouffer dans l'œuf les quelques tentatives effectuées par les partisans de certains candidats déçus, notamment ceux de Moïse Jean-Charles, mais ils ont finalement décidé, sous la pression, d'accepter que les gens puissent manifester leur mécontentement dans les rues.

En effet, avant même la publication de ces résultats par le CEP, ce jeudi 5 novembre 2015 dans l'après-midi, la police avait encerclé les locaux du parti Pitit Desalin à Delmas. Les unités spécialisées de la police, lourdement armées, occupaient des points stratégiques de la capitale pour faire échec à tout mouvement de foule en faveur des candidats qui contestaient les résultats. Les premières informations tombent, alors



Rivalités de bandes sur fond de campagne électorale.

qu'apeurés des gens courant en tous sens tentent de regagner leur domicile, des files interminables de véhicules se forment dans les différentes artères de la capitale.

Le candidat du pouvoir, Jovenel Moïse, arrive en tête avec 32,4% des votes, Jude Célestin, 2^e. Moïse Jean-Charles, 3^e, est éliminé de la course. Quelques minutes plus tard, un partisan de Jean-Charles, un de ses bras droits dit-on, avec un t-shirt frappé à l'effigie de son leader, est tombé sous les balles assassines d'un criminel à Delmas, non loin des locaux du parti. Le meurtrier est un policier qui a pris la poudre d'escampette immédiatement après avoir commis son forfait. L'atmosphère est lourde, on se demande de quoi sera fait le lendemain.

Vendredi 6 novembre n'était pas un jour férié, aucune organisation n'avait appelé à la grève mais une bonne partie de la population est restée chez

elle. Bondées de gens les jours ordinaires, les rues de la capitale étaient clairsemées. En milieu de journée, Jude Célestin, Moïse Jean-Charles et Maryse Narcisse, les trois principaux candidats qui se disent les principales victimes du tripatouillage électoral, ont lancé des appels à leurs partisans pour faire respecter leurs votes au cours des points de presse.

À Delmas, de petits groupes de manifestants ont convergé, les partisans de Moïse et de Jude se rejoignent et entament une manifestation. Aussitôt, des unités de police interviennent et y mettent fin brutalement. Coup de matraques, arrestations, les policiers n'ont pas lésiné sur les moyens pour réprimer les gens.

Depuis lors, le pouvoir met une grosse pression sur les partisans de Moïse et sur tous ceux qui protestent contre cette mascarade électorale qui, au fil des jours, s'assimile à un gros canular. Près de 50 d'entre eux

ont été interpellés, certains sont écroués après avoir été roués de coups de bâton. Tentant de rallier la grogne contre les résultats des élections, des étudiants de la faculté d'odontologie ont été arrêtés, d'autres ont été malmenés par les policiers.

Si habile et si efficace contre les opposants de Martelly, la police ne s'était sentie nullement concernée par les cris de désespoir, de détresse des habitants de la Plaine quand, pris pour cible par des groupes de malfrats depuis plusieurs semaines, ils ont connu les pires horreurs.

L'État bourgeois n'a jamais servi les intérêts de la population pauvre, mais il est omniprésent quand il s'agit de défendre les intérêts des nantis et ceux des politiciens à leur service. Aux couches pauvres de la population de se donner les moyens pour défendre leurs intérêts.

Les résultats de Lutte ouvrière

Région	Département	Exprimés	LO	% LO
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	Ardennes	87 418	1 841	2,11%
	Aube	96 280	1 500	1,56%
	Marne	172 352	3 047	1,77%
	Haute-Marne	63 607	1 240	1,95%
	Meurthe-et-Moselle	228 813	3 862	1,69%
	Meuse	66 729	1 044	1,56%
	Moselle	314 518	5 130	1,63%
	Bas-Rhin	365 364	3 360	0,92%
	Haut-Rhin	244 918	2 882	1,18%
	Vosges	137 825	2 489	1,81%
Total Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine		1 777 824	26 395	1,48%
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	Charente	119 716	1 992	1,66%
	Charente-Maritime	226 706	3 310	1,46%
	Corrèze	93 985	1 448	1,54%
	Creuse	43 185	840	1,95%
	Dordogne	162 313	2 218	1,37%
	Gironde	510 296	5 331	1,04%
	Landes	154 502	1 893	1,23%
	Lot-et-Garonne	120 783	1 575	1,30%
	Pyrénées-Atlantiques	233 043	3 413	1,46%
	Deux-Sèvres	123 540	2 151	1,74%
	Vienne	145 072	2 640	1,82%
		Haute-Vienne	135 613	2 386
Total Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes		2 068 754	29 197	1,41%
Auvergne et Rhône-Alpes	Ain	189 933	2 274	1,20%
	Allier	119 864	2 161	1,80%
	Ardèche	125 556	1 697	1,35%
	Cantal	55 955	788	1,41%
	Drôme	178 414	2 345	1,31%
	Isère	393 548	5 232	1,33%
	Loire	242 409	3 389	1,40%
	Haute-Loire	96 184	906	0,94%
	Puy-de-Dôme	222 095	3 104	1,40%
	Rhône	158 276	1 475	0,93%
	Métropole de Lyon	357 191	3 970	1,11%
	Savoie	142 304	1 596	1,12%
		Haute-Savoie	225 997	2 420
Total Auvergne et Rhône-Alpes		2 507 726	31 357	1,25%
Bourgogne et Franche-Comté	Côte-D'or	180 501	2 309	1,28%
	Doubs	180 670	2 515	1,39%
	Jura	90 362	1 338	1,48%
	Nièvre	73 175	1 438	1,97%
	Haute-Saône	94 111	1 546	1,64%
	Saône-et-Loire	181 353	2 929	1,62%
	Yonne	113 801	1 578	1,39%
		Territoire de Belfort	45 768	860
Total Bourgogne et Franche-Comté		959 741	14 513	1,51%

Région	Département	Exprimés	LO	% LO
Bretagne	Côtes-D'armor	239 575	3 516	1,47%
	Finistère	340 084	4 435	1,30%
	Ille-et-Vilaine	338 228	5 226	1,55%
	Morbihan	284 379	3 268	1,15%
Total Bretagne		1 202 266	16 445	1,37%
Centre-Val-de-Loire	Cher	104 279	2 090	2,00%
	Eure-et-Loir	139 038	2 394	1,72%
	Indre	81 823	1 672	2,04%
	Indre-et-Loire	199 781	3 428	1,72%
	Loir-et-Cher	120 081	1 966	1,64%
	Loiret	214 937	3 062	1,42%
Total Centre-Val-de-Loire		859 939	14 612	1,70%
Île-de-France	Paris	611 048	6 583	1,08%
	Seine-et-Marne	371 676	6 237	1,68%
	Yvelines	448 550	5 304	1,18%
	Essonne	363 652	5 197	1,43%
	Hauts-de-Seine	454 577	5 195	1,14%
	Seine-Saint-Denis	270 262	5 771	2,14%
	Val-de-Marne	336 866	4 899	1,45%
	Val-D'oise	296 664	4 986	1,68%
Total Île-de-France		3 153 295	44 172	1,40%
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	Ariège	58 473	1 449	2,48%
	Aude	139 495	2 732	1,96%
	Aveyron	111 217	1 824	1,64%
	Gard	258 179	4 696	1,82%
	Haute-Garonne	434 115	7 319	1,69%
	Gers	74 663	1 499	2,01%
	Hérault	384 604	5 891	1,53%
	Lot	70 366	1 384	1,97%
	Lozère	31 027	482	1,55%
	Hautes-Pyrénées	84 229	2 125	2,52%
	Pyrénées-Orientales	167 131	3 345	2,00%
	Tarn	148 901	2 724	1,83%
	Tarn-et-Garonne	91 098	1 711	1,88%
Total Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées		2 053 498	37 181	1,81%
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	Aisne	200 277	3 388	1,69%
	Nord	922 781	15 456	1,67%
	Oise	289 944	4 688	1,62%
	Pas-de-Calais	596 470	11 642	1,95%
	Somme	227 251	3 865	1,70%
Total Nord-Pas-de-Calais et Picardie		2 236 723	39 039	1,75%
Normandie	Calvados	240 468	4 357	1,81%
	Eure	206 203	3 351	1,63%
	Manche	175 732	3 168	1,80%
	Orne	103 184	1 898	1,84%
	Seine-Maritime	418 809	8 201	1,96%
Total Normandie		1 144 396	20 975	1,83%

Région	Département	Exprimés	LO	% LO
Pays de la Loire	Loire-Atlantique	468 307	6 539	1,40%
	Maine-et-Loire	260 811	4 332	1,66%
	Mayenne	99 141	1 621	1,64%
	Sarthe	186 752	3 277	1,75%
	Vendée	254 142	2 858	1,12%
Total Pays de la Loire		1 269 153	18 627	1,47%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Alpes-de-Haute-Provence	68 986	1 035	1,50%
	Hautes-Alpes	59 082	934	1,58%
	Alpes-Maritimes	392 633	3 881	0,99%
	Bouches-Du-Rhône	651 216	11 819	1,81%
	Var	392 916	5 287	1,35%
	Vaucluse	209 968	3 322	1,58%
Total Provence-Alpes-Côte d'Azur		1 774 801	26 278	1,48%
La Réunion		265 794	1 263	0,48%
Total Lutte ouvrière		21 273 910	320 054	1,50%

Les résultats de Combat ouvrier aux Antilles

Combat ouvrier	Martinique	120 629	2460	2,04%
	Guadeloupe	140 454	1992	1,42%

La circulaire envoyée aux électeurs

LUTTE OUVRIÈRE

Faire entendre le camp des travailleurs

Élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 - Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine



tête de liste

Julien Wostyn
Ouvrier de l'automobile



Ardennes
Mink Takawé
Professeure des écoles



Aube
Pierre Bissey
Enseignant retraité



Marne
Thomas Rose
Enseignant



Haute-Marne
Joëlle Bastien
Ouvrière licenciée



Meurthe-et-Moselle
Christiane Nimsgern
Aide-soignante



Meuse
Marcel Périn
Sidérurgiste retraité



Moselle
Mario Rinaldi
Technicien dans l'industrie automobile



Bas-Rhin
Marc Baud-Berthier
Enseignant en collège



Haut-Rhin
Nathalie Mulot
Agent territorial



Vosges
Jacques Balu
Enseignant

Travailleuses, travailleurs, chômeurs et retraités, Vous tous qui n'avez pas de capitaux à faire fructifier et qui ne pouvez vivre que de votre seul travail,

Vous qui êtes menacés de licenciement ou subissez le chômage, la précarité, l'écrasement des salaires, la montée de la pauvreté alors que les profits des grandes entreprises explosent et que leurs propriétaires et actionnaires continuent de s'enrichir malgré la crise,

Vous qui êtes révoltés par le mépris des riches parasites et de leurs porte-parole, hommes politiques et journalistes, à l'égard des travailleuses et des travailleurs qui les font pourtant vivre et s'enrichir,

Vous qui rejetez les discours arrogants de ceux qui licencient, ferment des usines, ruinent des régions, ont encore le culot d'accuser les travailleurs de ne pas travailler assez et osent rendre les chômeurs responsables du chômage,

Servez-vous de votre bulletin de vote aux élections régionales pour dire que vous n'êtes pas d'accord !

Vous qui ne supportez plus la mainmise de la finance sur tout, les hôpitaux, la poste, les transports publics, ce qui a pour résultat de démolir les services publics utiles à l'ensemble de la population,

Vous qui ne voulez pas fermer les yeux devant la barbarie qui monte partout dans le monde, autant celle des bandes terroristes que celle des États qui prétendent les combattre en utilisant la même violence aveugle mais à une plus grande échelle,

Vous qui êtes indignés par une société où des êtres humains sont contraints de fuir leur pays, chassés par la misère et les guerres, et sont repoussés ici, en Europe, par des murs, des barbelés et la violence des États,

Lutte ouvrière - BP 47027 - 57030 Metz Cedex 1 - www.lutte-ouvriere.org

Électeurs des classes populaires,

Vous qui êtes écœurés par le gouvernement PS, élu grâce à vos voix mais qui trahit depuis plus de trois ans le peu de promesses qu'il avait faites et exécute servilement les quatre volontés du grand patronat et des banquiers, comme l'ont fait les gouvernements de droite dont il a pris le relais,

Vous qui ne marchez pas dans l'escroquerie du Front national lorsqu'il se pose en ami du peuple alors que son ambition est d'accéder au gouvernement pour servir les riches et les possédants comme ses rivaux de la droite et de la gauche, mais avec des méthodes encore plus bru-

Exprimez-vous selon les intérêts de votre classe, celle des exploités !

Les salariés, les chômeurs, les retraités, n'ont rien à attendre des conseils régionaux, quelle que soit leur composition.

Pour les clans politiques liés à la bourgeoisie locale et aux notables qui se disputent la majorité et la direction du conseil régional, l'enjeu est de se partager le gâteau du budget régional, les marchés publics et les subventions diverses.

Voter pour eux, ce serait simplement permettre à un clan de notables de l'emporter sur un autre. Ce serait apporter votre caution aux grands partis dont ces listes se revendiquent.

Ceux qu'on a déjà vus à l'œuvre ont gouverné en fonction des intérêts de la grande bourgeoisie, des banquiers et des riches. Le Front national en fera autant si les grands partis rivaux lui font une place autour de la mangeoire. Renforcer les préjugés racistes et la haine envers les travailleurs immigrés, c'est diviser les travailleurs, les dresser les uns contre les autres, c'est affaiblir le monde du travail et servir la soupe au grand patronat.

Voter pour les uns ou pour les autres revient à les absoudre de leur politique passée et cautionner leur politique future. C'est accepter d'être grugés, trahis, sans rien dire. C'est les encourager à continuer.

Lutte ouvrière présente une liste dans cette région, comme dans les autres, pour que l'électorat populaire ait un autre choix, qu'il puisse dire tout haut qu'il ne se sent pas représenté par des serviteurs de la bourgeoisie.

Votez Lutte ouvrière !

Vous contribuerez à ce que s'affirme, dans ces élections, le camp des travailleurs !

La liste Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs représente les convictions qui ont toujours été les miennes. J'appelle les travailleuses et les travailleurs qui partagent mes idées à voter pour cette liste.

Arlette LAGUILLER

Ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins de vote seront à la disposition des électeurs dans les bureaux de vote.

tales et un langage encore plus réactionnaire,

Vous qui êtes écœurés par l'unanimité de la caste politique, du PS au FN, qui au nom de la compétitivité approuve les patrons licencieurs et justifie la violence que représente pour un salarié d'être privé de son gagne-pain, mais qui traite en criminels les victimes lorsqu'elles se défendent,

Vous qui en avez assez de ce système politique où « plus ça change, moins ça change », sans pour autant vouloir vous taire en vous abstenant,

Le bulletin de vote ne permet pas de changer les choses. Mais il permet d'affirmer qu'il existe parmi les travailleurs un courant qui n'accepte pas de se taire et met en avant des exigences vitales pour le monde du travail :

- contre le chômage, il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'embauche des intérimaires et de toutes les catégories de précaires,
- il faut imposer une augmentation générale des salaires et des retraites et les protéger par une indexation sur les hausses de prix, des impôts et des taxes,
- il faut imposer la suppression du secret des affaires afin que la population puisse constater que les grandes entreprises et les banques pillent toute la société avec la complicité de l'État. Les profits ainsi accumulés par la grande bourgeoisie suffiraient à financer la création d'emplois utiles et à préserver les classes populaires face à la crise de l'économie capitaliste.

Lutte ouvrière se revendique de la tradition communiste du mouvement ouvrier, de tous ceux qui dans le passé se sont battus pour la fin de la dictature du grand capital sur la société et pour la mise en commun des richesses et des moyens de les produire.

Personne ne pourra se tromper sur le sens des votes pour les listes de Lutte ouvrière. Ils signifieront que le rejet du gouvernement socialiste ne vient pas de la droite ou de l'extrême droite, mais du camp opposé.

L'affiche apposée sur les panneaux électoraux

Élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 - Bretagne

LUTTE OUVRIÈRE

Faire entendre le camp des travailleurs



Tête de liste

Valérie Hamon

Conductrice de train

tête de section départementale en Ille-et-Vilaine



Côtes-d'Armor
Martial Collet
Ouvrier métallurgiste



Morbihan
Mathieu Piro
Chaudronnier



Finistère
Patricia Blossse
Infirmière hôpital public

Travailleuses, travailleurs, chômeurs et retraités,

Vous qui êtes menacés de licenciement ou subissez le chômage, la précarité, l'écrasement des salaires et la montée de la pauvreté alors que les profits des grandes entreprises explosent et que leurs propriétaires et actionnaires continuent de s'enrichir malgré la crise, avec l'aide de l'État,

Vous qui êtes révoltés par le mépris des riches parasites et de leurs porte-parole à l'égard des travailleuses et des travailleurs qui les font pourtant vivre et s'enrichir.

Vous qui rejetez les discours arrogants de ceux qui licencient, ferment des usines, ruinent des régions entières, ont encore le culot d'accuser les travailleurs de ne pas travailler assez et osent rendre les chômeurs responsables du chômage,

Vous qui ne supportez plus la mainmise de la finance sur tout, les hôpitaux, la poste, les transports publics, dont le résultat est de démolir les services publics utiles à l'ensemble de la population,

Servez-vous de votre bulletin de vote aux élections régionales pour dire que vous n'êtes pas d'accord !

Vous êtes écœurés par le gouvernement PS, au pouvoir grâce à vos voix mais qui trahit le peu de promesses qu'il a faites et exécute servilement les quatre volontés du grand patronat et des banquiers, comme l'ont fait les gouvernements de droite.

Quant au Front national, s'il dénonce les partis qui se relaient au pouvoir, c'est uniquement pour accéder à la mangeoire. Il sera, comme les autres, au service du grand capital qui domine la société, avec des méthodes encore plus brutales et un langage encore plus réactionnaire. Même dans l'opposition, sa politique sert les riches car il affaiblit les travailleurs en les divisant en fonction de leurs origines et en les dressant les uns contre les autres.

Voter pour les uns ou pour les autres, c'est accepter d'être grugés, trahis, sans rien dire. C'est les encourager à continuer. Le bulletin de vote ne permet pas de changer les choses.

Mais il permet d'affirmer qu'il existe parmi les travailleurs un courant qui n'accepte pas de se taire et met en avant les exigences du monde du travail qu'il faudra imposer :

- contre le chômage : l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'embauche des intérimaires et de toutes les catégories de précaires,
- l'augmentation générale des salaires et des retraites protégés par l'indexation sur les hausses de prix, des impôts et des taxes,
- la suppression du secret des affaires afin de permettre à la population de constater que les grandes entreprises et les banques pillent toute la société avec la complicité de l'État.

Personne ne pourra se tromper sur le sens des votes pour les listes Lutte ouvrière. Ils signifieront que le rejet du gouvernement socialiste ne vient pas de la droite ou de l'extrême droite, mais du camp opposé.

**Votez Lutte ouvrière,
vous contribuerez à ce que s'affirme, dans ces élections,
le camp des travailleurs !**

Lutte ouvrière - BP 30127 - 35201 Rennes cedex 2 - www.lutte-ouvriere.org

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?** (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

ASIE

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)



- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}
Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an : Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance :
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse :
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrero@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrero.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
2120
<http://www.the-spark.net>



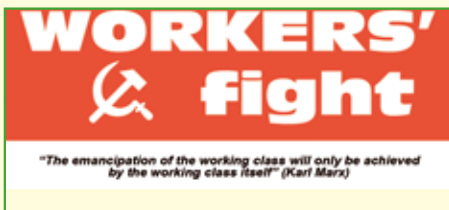
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros) : 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros) : 25 \$
Adresse : PO box 13064, BALTIMORE,
MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM,
six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé :
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an :
GB £8 - Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € -
Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe :
Combat ouvrier - Philippe Anais
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique :
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Nieuvo Ippolito 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

